

	NATO NORTH ATLANTIC COUNCIL
	OTAN CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

NATO SANS CLASSIFICATION

21 avril 2022

DOCUMENT
PO(2022)0180-AS1

RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN) SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2020 CONSOLIDÉS RECTIFIÉS DU COMMANDEMENT ALLIÉ TRANSFORMATION (ACT)

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 20 avril 2022, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport du RPPB joint au PO(2022)0180, il a approuvé les conclusions et les recommandations qu'il contient, il a pris note du rapport de l'IBAN et il a donné son accord pour que le rapport du RPPB, le rapport de l'IBAN et les états financiers 2020 consolidés rectifiés de l'ACT soient rendus publics.

.

(signé) Jens Stoltenberg
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du PO(2022)0180 et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-



NATO SANS CLASSIFICATION

13 avril 2022

DOCUMENT
PO(2022)0180
Procédure d'accord tacite :
20 avril 2022 17h30

À : Représentants permanents (Conseil)

De : Secrétaire général

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2020 CONSOLIDÉS RECTIFIÉS
DU COMMANDEMENT ALLIÉ TRANSFORMATION (ACT)**

1. Vous trouverez ci-joint le rapport du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) sur le rapport que l'IBAN a consacré à l'audit des états financiers 2020 consolidés rectifiés de l'ACT. L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur ces états financiers ainsi que sur la conformité.
2. Le rapport de l'IBAN a été examiné par le RPPB (annexe 1).
3. Je ne pense pas que cette question doive être examinée plus avant au Conseil. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au mercredi 20 avril 2022 à 17h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport du RPPB, approuvé les conclusions et les recommandations qu'il contient, pris note du rapport de l'IBAN et donné son accord pour que le rapport du RPPB, le rapport de l'IBAN et les états financiers 2020 consolidés rectifiés de l'ACT soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg

Annexe 1 :
Pièce jointe 1 :

Original : anglais

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-



**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES
DE L'OTAN (IBAN) SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RECTIFIÉS
DU COMMANDEMENT ALLIÉ TRANSFORMATION (ACT) POUR 2020**

**Rapport du Bureau de la planification
et de la politique générale des ressources (RPPB)**

Références :

- | | |
|--------------------|---|
| A. IBA-A(2021)0163 | Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers consolidés rectifiés de l'ACT pour 2020 |
| B. CM(2016)0023 | Cadre comptable OTAN (NAF) |
| C. PO(2013)0154 | Processus relatif à l'indemnité de représentation |
| D. PO(2015)0052 | Mandat issu du sommet du pays de Galles concernant la transparence et l'obligation de rendre compte |

INTRODUCTION

1. Le présent rapport du RPPB concerne le rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers consolidés rectifiés de l'ACT pour 2020. L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur ces états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2020 (voir document de référence A).

OBJET

2. Le présent rapport appelle l'attention sur les éléments les plus importants du rapport de l'IBAN afin que le RPPB puisse réfléchir aux questions d'ordre stratégique découlant de l'audit des états financiers de l'entité concernée et, s'il y a lieu, recommander au Conseil une ligne de conduite qui soit propre à accroître la transparence, à améliorer le compte rendu et à renforcer la cohérence.

EXAMEN DE LA QUESTION

3. Au cours de l'audit, l'IBAN a formulé une observation, assortie d'une recommandation visant à ce que l'ACT renforce les mécanismes de contrôle interne du compte rendu relatif aux activités remboursables menées par l'entité agissant en tant que mandataire. Cette observation n'a pas eu d'incidence sur l'opinion formulée par l'IBAN¹. L'IBAN a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que deux questions avaient été traitées et que trois autres étaient toujours en cours de traitement.

¹ Dans sa lettre à la direction de l'ACT, l'IBAN lui a recommandé de renforcer les mécanismes de contrôle interne du processus d'acquisition et d'attribution des marchés.

3.1 Observation : au cours de l'audit, l'IBAN a constaté que, dans les états financiers qui lui ont été soumis initialement, les activités remboursables menées par l'ACT² comprenaient des opérations pour lesquelles le Commandement avait agi en tant que mandataire et qui n'auraient donc pas dû être comptabilisées et présentées dans l'état de la performance financière. L'ACT a republié ses états financiers pour tenir compte de son rôle de mandataire, en présentant dans l'état de la performance financière uniquement les opérations pour lesquelles il avait agi en tant que mandant. L'IBAN a constaté en outre que, dans les états financiers qui lui ont été soumis initialement, l'ACT n'avait pas respecté les exigences de présentation énoncées dans le cadre comptable OTAN (voir l'IPSAS 1 adaptée pour l'OTAN) pour ce qui concerne les données fournies par le programme de ventes militaires à l'étranger (FMS) et par des contractants aux États-Unis dans le cadre de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines (données établies selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée plutôt que la méthode de la comptabilité d'exercice). L'ACT a apporté la correction nécessaire dans ses états financiers, en fournissant des informations détaillées sur les charges relatives aux FMS. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN selon laquelle l'ACT devrait renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers afin que les activités remboursables soient correctement présentées moyennant l'application des critères mandataire/mandant et le respect des exigences de présentation des FMS énoncées dans le cadre comptable OTAN.

3.2 Suites données aux observations antérieures – Questions traitées : dans le cadre de l'audit des états financiers de 2020, l'IBAN a considéré que deux questions avaient été traitées, à savoir la question de la nécessaire amélioration des contrôles internes relatifs à la gestion des biens au sein du quartier général de l'ACT, et la question de la nécessaire confirmation du solde des éléments d'actif et de passif imputables à d'autres entités OTAN en fin d'exercice en vue de la préparation des états financiers.

3.3 Suites données aux observations antérieures – Questions en cours de traitement : le RPPB note que, en raison de la pandémie de COVID-19, le Quartier général du commandant suprême allié Transformation (QG du SACT) n'a pas été en mesure de traiter pleinement la question de la comptabilisation des actifs financés sur le NSIP. Le QG du SACT doit encore effectuer des contrôles par sondage dans les commandements subordonnés. En outre, bien que l'ACT ait fait des progrès dans la conversion des devises et la présentation d'informations en fin d'exercice, le RPPB note que des améliorations supplémentaires sont nécessaires en vue de la présentation d'informations exactes dans la note relative aux immobilisations corporelles. L'ACT a souscrit à l'observation faite par l'IBAN bien que l'omission relevée par l'IBAN ait été corrigée dans ses états financiers rectifiés.

² Les activités remboursables menées par l'ACT englobent les acquisitions effectuées par le Commandement pour le compte de tiers tels que le Commandement allié Opérations (ACO), l'Agence OTAN d'information et de communication (NCIA), l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NSPA), des ministères de la Défense et d'autres organismes. Pour ces activités, l'ACT agit en tant que mandataire parce qu'il fait en sorte que les biens ou les services soient fournis par des tiers, mais il ne prend pas le contrôle de ces biens ou services.

3.4 Suites données aux observations antérieures – Questions en cours de traitement ou à traiter depuis plus de trois ans : de manière générale, le RPPB est préoccupé par les opinions avec réserve et par les observations adressées à toutes les entités OTAN présentant des états financiers qui ne reçoivent pas la suite voulue, en particulier lorsqu'elles remontent à plus de trois ans. S'agissant des états financiers de l'ACT, il note que l'IBAN a émis une opinion sans réserve et qu'en l'occurrence, la seule inquiétude concerne une observation remontant à plus de trois ans à laquelle l'ACT n'a toujours pas donné la suite voulue. À ce propos, il a invité le Bureau OTAN des ressources (NOR) (Secrétariat international) à lui faire savoir, après avoir consulté l'IBAN, s'il y avait lieu, pour que l'observation reçoive la suite voulue, que celle-ci soit examinée une fois encore avec l'organe de direction et/ou de gouvernance de l'ACT ou que le RPPB formule des recommandations plus ciblées à l'intention du Conseil. Le paragraphe ci-après traite de l'observation en question.

3.4.1 S'agissant des états financiers de 2016, l'IBAN avait fait une observation au sujet des cas de non-conformité concernant les indemnités de représentation (voir le document de référence C). Le RPPB a noté que le contrôleur des finances de l'ACT avait donné aux membres du Bureau du SACT des lettres de délégation de pouvoir les autorisant à effectuer des achats dans le respect de la politique ACT en la matière. Toutefois, les pouvoirs en matière d'approbation de demandes d'engagement d'autorisations budgétaires ne peuvent être délégués qu'à des membres du Bureau du contrôleur des finances de l'ACT et ne peuvent l'être à des membres du Bureau du SACT, comme il ressort de l'article 25 du NFR et des règles et procédures financières (FRP) XXV³. Même si l'ACT a fixé en 2020 une limite mensuelle pour l'utilisation des cartes de crédit afin d'éviter que des dépenses soient effectuées en dépassement du budget annuel, l'utilisation de ces cartes n'est pas conformes aux dispositions du NFR. Des achats relevant des frais de représentation ont encore été effectués sans l'autorisation préalable du contrôleur des finances alors que les dépenses de ce type devraient faire l'objet d'un mécanisme de remboursement après approbation par le contrôleur des finances. Le RPPB prend note des progrès réalisés en vue du traitement de la question mais, étant donné que celle-ci est en souffrance depuis 2016, il recommande à l'ACT d'accélérer le processus de résolution du problème. Il recommande en outre au Conseil d'inviter l'ACT à lui communiquer, en même temps que ses commentaires relatifs au rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers de 2021, un plan d'action correctif clair, assorti d'échéances, sur ce qui sera fait pour donner suite à cette recommandation.

CONCLUSIONS

4. L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers consolidés rectifiés de l'ACT ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2020. Une nouvelle observation a été formulée, mais elle n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise. À la date de

³ *Le contrôleur des finances, qui reste à tout moment tenu de rendre compte, peut habiliter le responsable finances et comptabilité à approuver des demandes d'engagement d'autorisations budgétaires et d'autorisations de programme, ou à modifier des engagements. Cette délégation de pouvoirs peut être générale ou spécifique et, lorsqu'elle est accordée, doit être étayée par tout document utile.*

l'établissement du rapport de l'IBAN sur les états financiers considérés, deux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits avaient été traitées et trois autres étaient toujours en cours de traitement.

5. En 2020, l'IBAN a recommandé à l'ACT de renforcer les mécanismes de contrôle interne du compte rendu relatif aux activités remboursables et de mieux respecter les exigences de présentation concernant les FMS. • À cet égard, le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN.

6. S'agissant de la suite donnée aux observations formulées lors d'audits précédents, le RPPB prend note des progrès réalisés par l'ACT et souscrit à la recommandation de l'IBAN selon laquelle le Commandement devrait réaliser des contrôles par sondage portant sur le statut des actifs financés sur le NSIP, et faire davantage de progrès pour ce qui concerne la présentation des immobilisations corporelles.

7. S'agissant de la recommandation formulée par l'IBAN pour l'exercice 2016, bien que l'ACT ait effectué des progrès dans la mise en place des procédures de contrôle de détection concernant les dépenses effectuées au titre de l'indemnité de représentation, il n'a toujours pas établi de procédures de contrôle préventif. Le RPPB recommande à l'ACT de n'accorder les indemnités de représentation que sous la forme de remboursements, après approbation par le contrôleur des finances. À cet égard, il recommande au Conseil d'inviter l'ACT à lui communiquer, en même temps que ses commentaires relatifs au rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers de 2021, un plan d'action, assorti d'échéances, sur ce qui sera fait pour donner suite à cette recommandation.

RECOMMANDATIONS

8. Le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) recommande au Conseil :

8.1 de prendre note du présent rapport ainsi que du rapport de l'IBAN (document de référence A) ;

8.2 d'approuver les conclusions formulées aux paragraphes 4 à 7 du présent rapport ;

8.3 d'inviter l'ACT à lui communiquer, en même temps que ses commentaires relatifs au rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers de 2021, un plan d'action, assorti d'échéances, sur ce qui sera fait pour donner suite à la recommandation en souffrance ;

8.4 d'autoriser la communication au public des états financiers consolidés rectifiés de l'ACT pour 2020, du rapport de l'IBAN correspondant ainsi que du présent rapport, en vertu de la politique agréée dans le document de référence D.



NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-A(2021)0163
17 décembre 2021

À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Commandant suprême allié Transformation
Contrôleur des finances du Commandement allié Transformation
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers consolidés rectifiés du Commandement allié Transformation (ACT) pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 – IBA-AR(2021)0038***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport d'audit approuvé ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers consolidés rectifiés du Commandement allié Transformation ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2020.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0038

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN)
à l'intention du Conseil
sur l'audit des états financiers consolidés rectifiés
du Commandement allié Transformation (ACT)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2020**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers consolidés du Commandement allié Transformation (ACT) pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'ACT se compose de quatre entités principales : le Quartier général du commandant suprême allié Transformation (QG du SACT), le Centre de guerre interarmées (JWC), le Centre d'entraînement de forces interarmées (JFTC) et le Centre interarmées d'analyse et de retour d'expérience (JALLC). L'ACT assume, devant le Comité militaire de l'OTAN, la responsabilité des recommandations générales relatives à la transformation de l'Organisation. Il étudie des concepts, s'attache à promouvoir l'élaboration de la doctrine et mène des recherches expérimentales.

En 2020, les charges de l'ACT se sont élevées au total à quelque 139,3 millions d'euros (MEUR).

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers rectifiés de l'ACT ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Il a formulé une observation, assortie d'une recommandation. Cette observation, qui n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise, est énoncée ci-après.

1. Nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne du compte rendu relatif aux activités remboursables menées par l'entité agissant en tant que mandataire

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que deux questions avaient été traitées et que trois questions étaient toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à l'ACT, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de l'ACT. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le présent rapport d'audit, et elle fait le point sur la suite donnée aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de l'ACT et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci. Dans sa lettre à la direction de l'ACT, il lui a recommandé de renforcer les mécanismes de contrôle interne du processus d'acquisition et d'attribution des marchés.

17 décembre 2021

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS RECTIFIÉS

DU COMMANDEMENT ALLIÉ TRANSFORMATION

(ACT)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0038

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD***Audit des états financiers*****Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers rectifiés du Commandement allié Transformation (ACT) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2020. Diffusés sous la cote 7000 GSB MBX 0010/ FC-53-21 et soumis à l'IBAN le 15 septembre 2021, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2020, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2020, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers rectifiés donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de l'ACT au 31 décembre 2020 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, ainsi que le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de l'ACT sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0038

permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité**Opinion sur la conformité**

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le commandant suprême allié Transformation est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 17 décembre 2021



Daniela Morgante
Présidente

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN a formulé une observation, assortie d'une recommandation. Cette observation n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers rectifiés et de la conformité. Elle porte sur le point suivant :

1. Nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne du compte rendu relatif aux activités remboursables menées par l'entité agissant en tant que mandataire

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que deux questions avaient été traitées et que trois questions étaient toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à l'ACT, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de l'ACT. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le présent rapport d'audit, et elle fait le point sur la suite donnée aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de l'ACT et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci. Dans sa lettre à la direction de l'ACT, il lui a recommandé de renforcer les mécanismes de contrôle interne du processus d'acquisition et d'attribution des marchés.

1. NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE DU COMPTE RENDU RELATIF AUX ACTIVITÉS REMBOURSABLES MENÉES PAR L'ENTITÉ AGISSANT EN TANT QUE MANDATAIRE

Contexte

1.1 Selon le cadre comptable OTAN (norme comptable internationale du secteur public (IPSAS) 1), « *les états financiers doivent présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie d'une entité. La présentation d'une image fidèle nécessite une représentation sincère des effets des transactions, autres événements et conditions selon les définitions et les critères de comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges exposés dans les IPSAS* ».

1.2 En vertu de l'IPSAS 9, « *les montants collectés pour le compte du mandant ne sont pas des produits. Au contraire, le produit correspond au montant de toute commission reçue ou à recevoir au titre du recouvrement ou du traitement des flux bruts.* » Autrement dit, un mandataire ne doit comptabiliser dans l'état de la

performance financière que les honoraires ou commissions et ne doit pas y comptabiliser les montants bruts des produits et des charges.

1.3 L'une des fonctions principales de tout système de contrôle interne est de garantir l'existence de processus appropriés pour l'établissement, l'examen et la présentation des états financiers. Il faut qu'une procédure appropriée soit en place pour l'examen des états financiers afin d'obtenir l'assurance raisonnable que ceux-ci sont conformes au cadre de compte rendu financier applicable.

Observation

1.4 Les activités remboursables menées par l'ACT englobent les acquisitions effectuées par le Commandement pour le compte de tiers tels que le Commandement allié Opérations (ACO), l'Agence OTAN d'information et de communication (NCIA), l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NSPA), des ministères de la Défense et d'autres organismes. Pour ces activités, l'ACT agit en tant que mandataire parce qu'il fait en sorte que les biens ou les services soient fournis par des tiers mais il ne prend pas le contrôle de ces biens ou services.

1.5 Dans les états financiers soumis initialement à l'IBAN pour audit, les activités remboursables menées par l'ACT, d'un montant de 7,5 MEUR, comprenaient des opérations pour lesquelles l'ACT avait agi en tant que mandataire. Ces opérations n'auraient pas dû être comptabilisées et présentées dans l'état de la performance financière.

1.6 L'IBAN a demandé à l'ACT des éclaircissements au sujet du rôle joué par ce dernier dans chacun des contrats relevant des activités remboursables considérées. En réponse à cette demande, le Commandement a effectué une analyse visant à déterminer s'il avait agi en tant que mandataire ou en tant que mandant, et à déterminer le volume des activités menées en qualité de mandataire et en qualité de mandant, en appliquant pour cela les critères définis dans le cadre comptable OTAN. Il est ressorti de cette analyse que l'ACT avait agi en tant que mandataire pour des activités d'un montant de 4,4 MEUR en 2020, et d'un montant de 1,4 MEUR en 2019. Sur cette base, le Commandement a republié ses états financiers pour tenir compte de son rôle de mandataire, en présentant dans l'état de la performance financière uniquement les opérations pour lesquelles il avait agi en tant que mandant. Cela a donné lieu à une réduction considérable du montant des « autres produits » et des « autres charges » dans l'état rectifié de la performance financière, et plus précisément à une baisse de 4,4 MEUR pour l'exercice 2020 et une baisse de 1,4 MEUR pour l'exercice 2019.

1.7 En outre, l'ACT mène une partie de ces activités remboursables au travers du programme de ventes militaires à l'étranger (FMS) avec les autorités américaines, et avec certains contractants aux États-Unis dans le cadre de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines (USGAA). L'IBAN a constaté que, dans les états financiers qui lui ont été soumis initialement pour audit, l'ACT n'avait pas respecté les exigences de présentation définies dans l'IPSAS 1 telle qu'adaptée pour l'OTAN pour

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0038

ce qui concernait les données fournies par le programme FMS et par les contractants américains dans le cadre de l'USGAA, données établies selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée et non pas selon la méthode de la comptabilité d'exercice. L'ACT a corrigé le problème dans ses états financiers rectifiés en donnant des informations complémentaires dans les notes concernant les charges exposées au cours de l'exercice afin d'apporter des précisions sur les charges ayant trait aux FMS.

Recommandation

1.8 L'IBAN recommande à l'ACT de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers afin que les activités remboursables soient correctement présentées moyennant l'application des critères mandataire/mandant et le respect des exigences de présentation applicables aux FMS, ainsi que le prévoient le cadre comptable OTAN et le Règlement financier de l'OTAN.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN) ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2019 IBA-AR(2021)0001, paragraphe 1.11 COMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCÉS SUR LE NSIP Recommandation de l'IBAN Pour permettre à l'ACT de réduire le risque d'erreurs significatives lié à la non-comptabilisation d'actifs financés sur le NSIP qui ont été remis aux		Question en cours de traitement.

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0038

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
commandements, l'IBAN formule les recommandations suivantes : a) le QG du SACT devrait inscrire à l'actif les biens financés sur le NSIP qui ont été achevés et remis aux commandements ; b) le QG du SACT devrait implémenter un processus descendant que son PAO enclencherait en temps utile pour garantir l'exhaustivité et l'exactitude des registres comptables des biens recensant tous les actifs financés sur le NSIP qui ont été remis à tous les commandements.	a) En 2020, le QG du SACT a inscrit à l'actif tous les biens financés sur le NSIP dont la valeur dépassait les seuils applicables au 31 décembre 2020. Question traitée. b) En 2020, le QG du SACT a implémenté un processus descendant de demande d'informations sur le statut des actifs financés sur le NSIP dans les commandements subordonnés. Ce processus a été formalisé dans les lignes directrices relatives à la consolidation de fin d'exercice. En raison de la pandémie de COVID-19, l'équipe du QG du SACT n'a pas été en mesure de se rendre dans les commandements subordonnés pour y effectuer des contrôles par sondage. Question en cours de traitement.	
(2) Exercice 2019 IBA-AR(2021)0001, paragraphe 2.10 CONVERSION DES DEVISES ET PRÉSENTATION D'INFORMATIONS EN FIN D'EXERCICE Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à l'ACT de se conformer à l'IPSAS 4, intégrée dans le cadre comptable OTAN, ainsi qu'au Règlement financier de l'OTAN. À cette fin, l'ACT devrait : a) convertir les éléments monétaires évalués en monnaie étrangère en utilisant le cours de clôture en fin d'exercice ; b) comptabiliser les profits ou les pertes de change non réalisés qui découlent de transactions concernant des éléments	a) En 2020, l'ACT a systématiquement converti les éléments monétaires évalués en monnaie étrangère en utilisant le cours de clôture en fin d'exercice. Question traitée. b) En 2020, l'ACT a comptabilisé les profits et les pertes de change non réalisés qui découlaient de transactions	Question en cours de traitement.

NATO SANS CLASSIFICATION

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0038

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
monétaires en monnaie étrangère qui ne sont pas réglées en fin d'exercice ; c) faire en sorte que les informations données dans la note jointe aux états financiers qui porte sur les immobilisations corporelles soient exactes et qu'elles correspondent à celles qui figurent dans l'état de la situation financière.	concernant des éléments monétaires en monnaie étrangère qui n'étaient pas réglées en fin d'exercice. Question traitée. c) L'IBAN a relevé des erreurs dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de l'ACT pour 2020 : les montants des acquisitions d'immobilisations corporelles présentés pour 2019 (346 000 EUR) et pour 2020 (451 000 EUR) n'étaient pas corrects. Bien que ces erreurs aient été corrigées dans les états financiers 2020 rectifiés de l'ACT, le fait qu'elles aient pu se produire montre qu'il est nécessaire d'améliorer le processus en place au QG du SACT s'agissant de l'examen des informations données dans la note relative aux immobilisations corporelles. Question en cours de traitement.	
(3) Exercice 2017 IBA-AR(2018)0007, paragraphe 1.7 NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LES CONTRÔLES INTERNES RELATIFS À LA GESTION DES BIENS AU QG DE L'ACT Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande que le QG de l'ACT : - veille à ce qu'un registre complet et exact de ses biens soit établi dès que possible, conformément au NFR, aux FRP et aux directives de l'ACT ; - veille à ce qu'il soit procédé régulièrement à un inventaire physique des biens au QG de l'ACT et dans les commandements subordonnés à l'ACT afin que les registres demeurent exacts et fiables et pour réduire le risque d'erreur ou de fraude.	a) L'ACT a établi un registre complet et exact de ses biens conformément au NFR, aux FRP et aux directives en vigueur en son sein. Question traitée. b) L'IBAN note qu'un inventaire physique des biens est effectué régulièrement au sein du QG du SACT et des commandements subordonnés à l'ACT, et que les informations s'y rapportant sont consignées par écrit. Question traitée.	Question traitée .

NATO SANS CLASSIFICATION

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0038

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(4) Exercice 2016 IBA-AR(2017)06, paragraphe 2.4 CAS DE NON-CONFORMITÉ EN CE QUI CONCERNE LES INDEMNITÉS DE REPRÉSENTATION Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande que l'ACT : - veille à ce que des contrôles adéquats soient en place pour éviter que des dépenses soient effectuées en dépassement du budget annuel ; - n'accorde les indemnités de représentation que sous la forme de remboursements, après approbation du contrôleur des finances ; il convient dès lors de ne plus autoriser le personnel à utiliser des cartes de crédit de l'ACT pour effectuer des achats relevant des frais de représentation.	a) L'IBAN a noté qu'une limite mensuelle était fixée pour l'utilisation des cartes de crédit, le but étant d'éviter que des dépenses soient effectuées en dépassement du budget annuel. Question traitée. b) En 2020, le personnel de l'ACT a continué d'utiliser des cartes de crédit pour effectuer des achats relevant des frais de représentation alors que les dépenses de ce type devraient faire l'objet d'un mécanisme de remboursement après approbation par le contrôleur des finances. De ce fait, l'IBAN considère que la question est en cours de traitement.	Question en cours de traitement.
(5) Exercice 2013 IBA-AR(2014)16, section 5 ABSENCE DE CONFIRMATION DU SOLDE DES ÉLÉMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF IMPUTABLES À D'AUTRES ENTITÉS OTAN EN FIN D'EXERCICE Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande qu'à partir de l'exercice 2014, l'ACT se fasse confirmer par les autres organismes OTAN concernés le solde des éléments d'actif et de passif leur correspondant en prévision de l'établissement des états financiers.	Toutes les sous-entités de l'ACT se font confirmer par les autres organismes OTAN concernés le solde des éléments d'actif et de passif leur correspondant en prévision de l'établissement des états financiers. Les soldes sont pleinement confirmés étant donné que les divergences font l'objet d'un examen systématique et sont consignées par écrit. Par conséquent, l'IBAN considère la question comme étant traitée.	Question traitée.

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2021)0038

**COMMENTAIRES OFFICIELS DU COMMANDEMENT ALLIÉ
TRANSFORMATION (ACT) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU
COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)**

**OBSERVATION 1 :
NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE DU
COMPTE RENDU RELATIF AUX ACTIVITÉS REMBOURSABLES MENÉES PAR
L'ENTITÉ AGISSANT EN TANT QUE MANDATAIRE**

Commentaires officiels de l'ACT

L'ACT souscrit à la recommandation.

Le chef comptable de l'ACT a collaboré avec les chefs des services financiers de chacun des commandements subordonnés pour effectuer un examen approfondi de toutes les activités remboursables au regard des critères relatifs au rôle de mandant et au rôle de mandataire.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

(1) Exercice 2019

IBA-AR(2021)0001, paragraphe 1.11

COMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCÉS SUR LE NSIP

Commentaires officiels de l'ACT

Recommandations a) et b) : l'ACT souscrit à l'analyse de l'IBAN.

L'ACT note avec satisfaction que l'IBAN a constaté que des contrôles avaient été mis en place afin que tous les actifs soient comptabilisés.

L'ACT prend note de la position de l'IBAN selon laquelle « en raison de la pandémie de COVID-19, l'équipe du QG du SACT n'a pas été en mesure de se rendre dans les commandements subordonnés pour y effectuer des contrôles par sondage. »

L'ACT a bon espoir que la question pourra être considérée comme pleinement traitée lorsque les équipes de l'IBAN effectueront des visites sur site dans le cadre de l'audit de 2021.

(2) Exercice 2019

IBA-AR(2021)0001, paragraphe 2.10

CONVERSION DES DEVISES ET PRÉSENTATION D'INFORMATIONS EN FIN D'EXERCICE**Commentaires officiels de l'ACT***Recommandations a) et b) : l'ACT souscrit à l'analyse de l'IBAN.**Recommandation c) : l'ACT ne souscrit pas à l'analyse de l'IBAN.**L'ACT souscrit à l'observation faite par l'IBAN pour l'exercice 2020, mais il estime qu'il n'y a pas de lien entre l'erreur relevée par l'IBAN et l'observation faite pour 2019 au sujet de la conversion des devises, étant donné que cette erreur n'était pas liée aux cours de change.**En outre, l'omission a été corrigée dans les états financiers rectifiés.***Position de l'IBAN****La recommandation évoquée porte sur la conversion des devises et la présentation d'informations dans les états financiers en fin d'exercice.****La sous-recommandation c) porte sur la présentation des immobilisations corporelle et n'est pas liée à l'erreur relevée dans la conversion des devises, qui fait l'objet de la sous-recommandation b).****Bien que les omissions relevées dans la présentation des acquisitions d'immobilisations corporelles dans les tableaux des flux de trésorerie aient été corrigées dans les états financiers rectifiés, l'IBAN maintient sa position, à savoir que cette partie de la recommandation est en cours de traitement, car des améliorations sont encore nécessaires s'agissant du processus de compte rendu financier. L'IBAN fera le point à ce sujet au cours de l'audit de 2021.****(3) Exercice 2017**

IBA-AR(2018)0007, paragraphe 1.7

NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LES CONTRÔLES INTERNES RELATIFS À LA GESTION DES BIENS AU QG DE L'ACT**Commentaires officiels de l'ACT***L'ACT souscrit à l'analyse de l'IBAN.*

(4) Exercice 2016**IBA-AR(2017)06, paragraphe 2.4****CAS DE NON-CONFORMITÉ EN CE QUI CONCERNE LES INDEMNITÉS DE REPRÉSENTATION****Commentaires officiels de l'ACT***Recommandation a) : l'ACT souscrit à l'analyse de l'IBAN.**Recommandation b) : l'ACT ne souscrit pas à l'analyse de l'IBAN.*

Le contrôleur des finances de l'ACT a donné aux membres de l'équipe du SACT des lettres de délégation de pouvoir les autorisant à effectuer des achats dans le respect de la politique ACT en la matière. L'ACT estime que l'utilisation de cartes de crédit est bien encadrée – politiques et procédures en place, personnel de soutien formé et supervision complète par l'équipe Audit interne –, ce qui permet un contrôle approfondi. L'ACT a bon espoir que la question pourra être considérée comme traitée dans le cadre de l'audit de 2021.

Position de l'IBAN

En 2020, l'octroi d'indemnités de représentation n'a pas été fait sous la forme de remboursements après approbation par le contrôleur des finances, ce qui n'est pas conforme au NFR.

L'IBAN maintient dès lors sa position, à savoir que cette partie de la recommandation est en cours de traitement. L'IBAN fera le point à ce sujet au cours de l'audit de 2021.

(5) Exercice 2013**IBA-AR(2014)16, section 5****ABSENCE DE CONFIRMATION DU SOLDE DES ÉLÉMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF IMPUTABLES À D'AUTRES ENTITÉS OTAN EN FIN D'EXERCICE****Commentaires officiels de l'ACT***L'ACT souscrit à l'analyse de l'IBAN.*

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.



HQ Supreme Allied Commander Transformation
Command Group, Office of Budget and Finance

Norfolk, Virginia | USA



ACT/BUDFIN/TT-4597/FC-54-21/SER:NU

TO: Mr, Amipal Manchandra, Chairman, International Board of Auditors
for NATO

SUBJECT: **RESTATEMENT OF 2020 ANNUAL ACT CONSOLIDATED
FINANCIAL STATEMENTS**

DATE: 15 October 2021

REFERENCE: A. 7000 GSB MBX 0010/FC-53-21 dated 15 Sep 21

1. Following the recent on-site audit by IBAN, ACT formally asked the IBAN Board to accept a restated 2020 Annual Consolidated Financial Statement (reference A). This request was necessary in order to address the following issues raised during the course of the audit:

- a. The treatment of certain classes of reimbursable revenue and expenses in accordance with the Principle versus Agent criteria
- b. Add the new capitalized assets to the Cashflow Statement
- c. On the Budget Execution Statement, separate funds relating to special carry forward from the regular commitments by adding a column
- d. Expand the note on in-year expenditure to detail the expenses on Foreign Military Sales (FMS)

2. The restated 2020 Annual Consolidated Financial Statement for ACT, issued under cover of this letter, have therefore revised the Statements of Position, Changes in Net Assets, Performance, Cashflow and Notes to the Accounts. A reformatted Budget Execution Statement is also included. The Financial Controller's Foreword and Report, as well as the Governance Statement, remain unchanged.

NATO UNCLASSIFIED

3. ACT expresses their appreciation to the IBAN Board for allowing us the opportunity to provide these restated financial statements and we believe that these will satisfy the IBAN Board. We look forward to receiving your Report in due course.



Nicholas Garland
Financial Controller
Allied Command Transformation



Philippe Lavigne
General, French Air and Space Force
Supreme Allied Commander Transformation

ENCLOSURE:

1. Restated 2020 ACT Financial Statement

DISTRIBUTION:

External –

Action:

Chairman, IBAN
Budget Committee Secretariat

Information

Commander JWC
Commander JFTC
Commander JALLC
SACTREPEUR

TABLE OF CONTENTS

Financial Controller's Foreword and Report	1
Governance Statement	5
ACT Consolidated Statement of Financial Position	11
ACT Consolidated Statement of Net Assets & Equity	13
ACT Consolidated Statement of Financial Performance	14
ACT Consolidated Cashflow Statement	15
ACT Budget Execution Statements	15
1 Statement of Accounting Policies	22
2 Cash and Cash Equivalents	27
3 Receivables	27
4 Prepayments	28
5 Property, Plant & Equipment	28
6 Accounts Payable	29
7 Deferred Revenue	30
8 Advance Contributions	30
9 Other Advances	30
10 Net Assets	30
11 Revenue	31
12 Other Revenue	31
13 Financial Revenue	32
14 Expenses	32
15 Staff Resources	33
16 Other expenses	34
17 Finance Costs	34
18 Related Party Transactions	34
19 Representation Allowance	35
20 Budget Execution Statements Overview	36
21 Statement of Budgetary Transfers	37
22 Statement of Credits Carried Forward	38
23 Morale and Welfare Activities	38
24 Statement of Write Off	38
25 Statement of Performance and Position per Entity	39

NATO UNCLASSIFIED

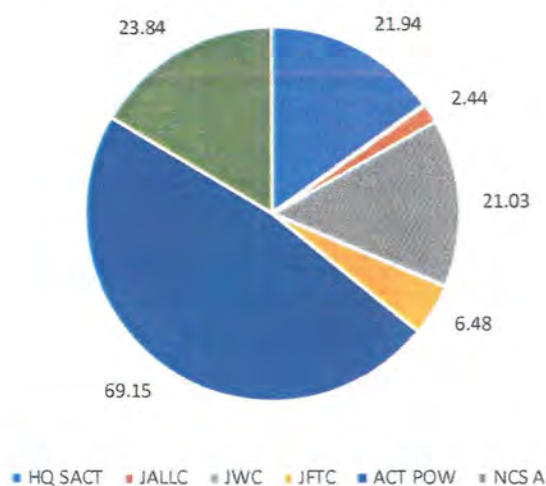
FINANCIAL CONTROLLER'S FOREWORD AND REPORT ON THE 2020 ACT FINANCIAL STATEMENTS

1. The Allied Command Transformation (ACT) Annual Financial Statements for the ACT Group of Budgets cover the period of 1 January 2020 to 31 December 2020. They have been prepared in accordance with the NATO Financial Regulations (NFRs), as well as International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as decided in 2002 by the North Atlantic Council (NAC) and subsequently modified by their decision to introduce the NATO Adapted Framework.
2. These Financial Statements should be read in conjunction with the ACT Annual Report and together, both documents provide visibility to the Nations on how ACT executed its 2020 programme, committed its resources, and contributed to Alliance Capabilities in accordance with the NATO Military Authorities (NMA) Strategic Priorities and Objectives (SPO). The format follows Military Committee (MC) guidance and seeks to ensure that ACT's work is totally transparent.

FINANCIAL SUMMARY

3. On January 1, 2020, ACT was awarded a budget of €144.874M (based on January 2019 exchange rates), which included an amount of €23.836M for the implementation of the adapted NATO Command Structure. Since the award of Budget Authorization 3 at the end of October 2020, surplus credits amounting to €2.188M have been identified and authorized to be carried forward into 2021 for use against items that could not be contracted in 2020, as well as emerging items since the 2021 Budget Submission.

ACT 2020 Initial Budget Allocation in MEUR



NATO UNCLASSIFIED

4. As of 31 December 2020, ACT has committed €133.7M or 92.3% of the 2020 budget. This represents a significant departure from previous years' commitment rates:

%	2020	2019	2018
ACT Budget Execution	92.3	97.7	98.5

ACT budget execution expressed in % of the total amount from 2018 to 2020

5. From a financial perspective, COVID-19 has had a significant impact on budget commitment rates. Travel virtually ceased in March 2020 and large-scale conferences/workshops were either cancelled or undertaken virtually. The inability to travel coupled with at-home working resulted in delays in the delivery of requirements by NATO Agencies and Industry, the cancellation of exercises and the reduction in scope of ACT's two major exercises in the fall of 2020; all of which contributed to the low commitment rates. Overall €11.2M was generated as surplus funds in 2020.

6. An examination of budget commitment and expenditure by input category indicates a significant increase of civilian personnel costs as a proportion of the total budget committed in 2020. This is a direct reflection of a relatively stable workforce that was unable to travel coupled with the inability of industry and the NATO Agencies to deliver against planned activity.

Chapter	2020	2019	2018	2017
71 (Personnel cost)	27.35%	23.71%	23.52%	23.22%
72 (Contractual Supplies and Services)	72.61%	75.92%	76.28%	76.40%
73 (Capital Investment).	0.04%	0.37%	0.20%	0.38%

OVERVIEW

7. ACT's planned activity for 2020 was developed on the basis of the Contribution Ceilings approved by nations in the 2020-2024 Medium Term Resource Plan. In agreeing the ceilings, Nations accepted ACT's, and the other Budget Holder's (BHs) (ACO and the IMS BG), risk assessment of the operational risk that could be successfully manage while still delivering NATO's core tasks and missions in accordance with the Alliance's objectives and priorities.

8. Throughout 2020, the achievement of the ACT programme of work was significantly impacted by the COVID 19 pandemic with delays, stoppages and costs changes directly attributable to the impact of remote working and restricted travel. However, these issues were not related to the operational risks that ACT had identified in the MTRP, which ACT managed successfully. In addition, ACT's active in-year risk management processes allowed additional activity to be undertaken as opportunities were seized to maximize output as resources became available

NATO UNCLASSIFIED

9. The Annual Report describes significant transformational activities executed by ACT during 2020 against each of these objectives¹.

ACHIEVEMENTS

10. Our principle effort throughout 2020 was the short and long-term adaptation, coordination and coherence of NATO's Military Instrument of Power (MIoP), to that aim ACT's delivery of the NATO Warfighting Capstone Concept (NWCC) in December 2020 offered an aspirational 'North Star' for warfare development - through to 2040, in support of both warfighting and broader military adaptation.

11. A key focus of ACT's effort throughout 2020 was the continued implementation and execution of the Common Funded Capability Delivery Governance Model (CFCDGM), to deliver capabilities to the Operational Commander, together with the evolution of the Command's Warfare Development journey. Further support to the Operational Commander was provided through the ACT Exercise Programme, which, although severely curtailed by the COVID-19 pandemic, delivered the necessary support to operations and certification of the NATO Response Force.

12. ACT took major steps forward in 2020 in the area of innovation, with the establishment of an initial Open Innovation 'Lab' capability, which delivered its first Minimum Viable Product enabling it to "quickly bring to life" innovative ideas and solutions with final users in the loop. ACT also leveraged the Concept Development and Experimentation (CD&E) process and the use of advanced Modelling and Simulation (M&S) tools. Even though ACT's outreach in 2020 was seriously impacted by the COVID-19 Pandemic, significant warfare development progress was achieved through ACT's innovative mindset and creative approaches. It is also worth noting ACT's focused approach to Emerging and Disruptive Technologies (EDTs) assessment, especially those that enable effective decision-making and enhance warfighting.

13. Additionally, the challenges of the COVID-19 pandemic further galvanized our efforts to initiate new ways of working and provide the opportunity to strengthen and increase the resilience and agility of our Headquarters through enhancements to our Health and Safety and Business Continuity programmes to ensure the wellbeing of our staff and the effectiveness of our work.

BASIS OF FINANCIAL REPORTING

14. These financial statements are prepared on an accrual accounting basis. NATO adopted the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as the guiding principle for preparation of all financial statements. This approach was modified with the NATO Adapted Accounting Framework, which was introduced in 2013. The Accounting Framework for NATO was developed to provide minimum requirements for financial reporting for all NATO reporting entities and has formed the basis of ACT financial statements since introduction. ACT continues to apply the NAC endorsed Accounting Framework to these 2020 Consolidated Financial Statements.

¹ A comprehensive report on the ACT 2020 output and achievements was circulated to the Military Committee under cover of ACT/RM/STRATMAN/TT-3245/Ser. NR 0180 dated 2 March 2021

AUDIT

15. As is the case with all NATO entities, these financial statements are audited by the International Board of Auditors for NATO (IBAN), who are the body responsible for rendering an audit opinion.

REPORT ON THE STATEMENTS

16. These financial statements incorporate the accounting records of the ACT Headquarters, as well as those of the subordinate Commands within the ACT Budget Group. They have been consolidated under my direction to provide a true and fair view of the financial activities of ACT during financial year 2020.



Nicholas Garland
Financial Controller
Allied Command Transformation

NATO UNCLASSIFIED

GOVERNANCE STATEMENT

2020

The Scope of Responsibility

As Supreme Allied Commander Transformation (SACT), I have responsibility for maintaining effective governance and a sound system of internal control that supports the achievement of the Allied Command Transformation (ACT) policies, aims and objectives, while safeguarding the nations' funds and assets for which I am personally responsible, in accordance with the responsibilities assigned to me by the Nations.

These requirements are articulated in my Commander's Vision and Intent issued 26 March 2019, my Strategic Objectives issued in November 2019 and the Command's Directives and Standard Operating Procedures (SOPs).

As ACT Financial Controller, I have responsibility for safeguarding the Nations' common funds and assets, in accordance with the responsibilities assigned to me in the NATO Financial Regulations.

Governance Statement

The Nations require that an annual Governance Statement is prepared under our direction. This statement forms part of the Command's annual consolidated financial statements. As such, it is reviewed by our external auditors, the International Board of Auditors for NATO, as part of their annual certification of our accounts.

This statement, therefore, aims to provide assurance and an assessment of the risk profile and the effectiveness in managing those risks.

Structure of Governance

ACT's governance structure has been developed and implemented in accordance with the requirements of the NATO member nations, either directly during their annual Summits, or through the nations' appointed NATO Committees, who exercise proportionate and independent oversight and controls over our own operations.

Leadership Team

As SACT, I am supported by a leadership team, which meets regularly and provides executive, management and governance guidance and advice on the operations of the Command. The leadership team provides effective support and challenge in improving the Command's operations, and by providing additional rigour and discipline in decision making so as to inform the strategic thinking of ACT. It has specific responsibilities, reporting to me as SACT, for ACT's overall strategy and resource budget.

Under my direction, the strategy for the Command, an estimate of the Command's resources for each financial year, and an annual report on the Command's activities are prepared and submitted to the Nations.

NATO UNCLASSIFIED
GOVERNANCE STATEMENT
2020

Risk Management and Control

The Command's overall approach to risk management is summarized in the ACT Risk Management Directive 20-3.2 dated 22 January 2018 as updated on 3 November 2020. This contains detailed guidance and ACT's policy on the effective execution of risk management based on the Management of Risk (MoR®) methodology.

As SACT, I recognize the responsibility for ensuring that a comprehensive and effective risk management structure is in place. To achieve this, the Command will continue to strengthen its extant risk management processes, as well as introduce additional reporting and monitoring mechanisms, covering governance, and risk and internal control. The review of these enhanced functions will be integrated into a broader role for the ACT Command Auditor, whose team should be fully in place by early 2021 as part of the adaptation of the NCS, and reviewed by the Command's Audit Advisory Panel prior to the outcomes being brought to me.

Although our internal control framework has been in place for the whole of 2020, COVID-19 has had a significant impact on our way of working. The introduction of remote working, extensive use of virtual meetings and reduced access to the Classified Network for many has introduced new challenges, greater autonomy and decentralized decision-making. It is recognized that any control system can never be designed to eliminate all risk but to strike an appropriate, proportionate balance, between control, cost and risk management. Equally, any control system cannot be static, as the lessons learned from the COVID pandemic are identified we will need to reassess in 2021 how our existing control framework supports the achievement of our policies, aims and objectives. Our tolerance for individual risks is informed by their potential impact on ACT's ability to fulfil its function as a NATO Strategic Command and the likelihood of their occurrence. Although ACT's risk management strategy was reviewed and updated in 2020, it too will need to be reassessed in 2021 to take account of our revised way of working. That said, the Command's risk maturity continues to develop. Our eventual aim is to enable the Command to reach a maturity level where we are managing our risks in a structured manner as a means to support and inform our wider strategic management and decision-making.

With regard to risk, the Command has been working diligently towards developing a comprehensive list of "bottom up" risks, anchored on fully populated and approved risk registers, and "top down" high-level strategic risks.

A member of the leadership team owns each strategic risk, with lower level risks being owned and managed at the lowest effective level across the Command. We continue to strive to ensure that there is an appropriate framework of controls and mitigating actions, in place, to manage identified and potential exposures.

Throughout the course of 2020 the monthly Campaign Steering Board (CSB), chaired by the ACT Chief Of Staff assessed performance against the delivery of SACT's objectives. The CSB further actively reviewed and managed board-level risks

NATO UNCLASSIFIED

GOVERNANCE STATEMENT

2020

that have been identified along the lines of ACT's ability to Disrupt, Deliver, Implement and Inform. Further, at each CSB, "deep dives" are performed for at least two of these board level risks. In addition, as an immediate response to the pandemic the CSB directed that a Command Task Force (CTF) be set up to identify the emerging risks and develop appropriate risk responses. The CTF has been especially effective during 2020 in mitigating the impact of the pandemic on the delivery of ACT output.

The ACT Audit Advisory Panel

The ACT Audit Advisory Panel (AAP), comprising five members, including an external member, is chaired by the ACT Chief of Staff, Vice Admiral Paul Bennett. The AAP may review and, if necessary, challenge the Command's approach to internal control. It also may provide advice, to the Command Group, as to the effectiveness of the policies and processes in use.

After a short hiatus, the AAP was reenergized in 2020. The AAP considered an entirely new approach to Internal Audit; it revised its Terms of Reference and approved the ACT Internal Audit Charter.

The AAP challenged the Command's previous approach to internal control, and will be working with the new ACT Command Auditor in 2021 to provide advice, both to the Commander and the Financial Controller, as to the effectiveness of the policies and processes in use.

It is the intent of the AAP in 2021 to focus the Internal Audit function towards increased performance auditing. The expanded construct of the Internal Audit organization will also allow for continued review of financial operations.

Capacity to Handle Risk

In addition to our evolving overall risk implementation process, our specific aims continue to be that:

- Our budgetary systems are fit for purpose so that they are effectively tied to the budget and resource allocation management and reporting process.
- The Command's management boards effectively reviewed periodic, and annual, financial reports so that they are seen to be in a good position to manage financial performance against forecasts and possible risks.
- Meaningful targets exist to measure financial in-year management, and other performance areas.
- Effective project management disciplines are in place.
- The Command's key risks will be identified, regularly reviewed, and, where appropriate, actions taken to mitigate the effects of any identified risks impacting the Command.

As SACT, I am responsible for ensuring that processes are in place that effectively

NATO UNCLASSIFIED

GOVERNANCE STATEMENT

2020

review the Command's systems of internal control. As such, we are committed to a policy of continuous improvement, to our procedures, regulations and internal processes, so as to provide a comprehensive and relevant process of risk management, compliance and assurance.

Statement of Information Risk

ACT continues to ensure that we focus attention not only on preserving the security of information currently held, but also that we scan the horizon to ensure that we can do so for the future.

While assurance cannot be absolute, I have arrived at my conclusion by taking into account a framework of measures. These have been designed to reduce the incidence of security incidents occurring and/or to provide early warning that an incident has occurred, or is likely to occur. These measures include:

- In partnership with the relevant host nation, ensuring that measures, for security protection, exist which align with the threat level
- The adoption of information technology measures, including those to protect against cyber threats. In the case of ACT, this has been developed in concert with our communications and information technology supplier - the NATO Communications and Information Agency
- The implementation of information security measures, including a network of information asset owners.
- Adoption of measures for personnel security.
- Annual mandatory security training of staff to ensure that they are kept up to date on current security policies and procedures.
- A focus, by management, on security risk.
- Horizon scanning through regular assessments of current and emerging threats.

ACT continues to develop a policy, and set of strategies, for the protection of personally identifiable information. The draft directive - "ACT Personal Data Privacy Protection" – will set out an ACT wide policy on data protection and is currently being staffed. For 2020, there were no reported incidents.

Finally, the COVID-19 virus pandemic has highlighted the need for responsive and sustained actions to ensure that ACT can provide business continuity and we will be reviewing the Command's resilience in 2021.

Compliance with Policies and Procedures

As a Command, we acknowledge that we must comply, where appropriate, with the policies and procedures of NATO, and our host nations.

NATO UNCLASSIFIED

GOVERNANCE STATEMENT

2020

We therefore ensure that the requirements of NATO and host nation security policies are taken account of and that we benchmark our approach against them.

To assess the adequacy of our current measures, and to ensure the effective implementation of relevant action plans, we are also undertaking, in consultation, where necessary, with our host nations, deep dives into different areas of our operations. Examples of these are our ongoing reviews of our health and safety processes, business continuity plans, and human resources procedures.

Tackling Fraud and Corruption

As a result of the NATO Resource Policy and Planning Board (RPPB) endorsement of the IBAN Fraud and Corruption Report which found, *inter alia*, that NATO:

- has no organization wide strategy to prevent, detect and respond to fraud and corruption;
- policies for the prevention, detection and response to fraud and corruption are fragmented;
- bodies do not consistently assess fraud risks;
- is vulnerable to risks of fraud and corruption;
- good practices for preventing, detecting and responding to fraud and corruption are not fully in place.

ACT is in the process of developing a new directive ACT 015-28 to formulate our policy with regard to the prevention, detection and response to fraud and corruption.

Internal Audit

ACT internal audit's role is to advise on the effectiveness of governance, risk and control arrangements in place, and also advise on the progress being made in implementing the risk management processes articulated above.

Ensuring that the Command's internal audit structure maintains its independence, and is adequate, for the tasks assigned, is important for the Command. That is why, as part of the adaptation of the NCS, the existing staffing structure was reviewed, and found to be inadequate for the governance needs of the Command. In mid-2020, I welcomed our new Command Auditor to the Command and by early 2021, the enhanced audit function will be fully staffed.

Looking Ahead

ACT continues to focus on maintaining and improving our performance and, as COVID-19 demonstrated, we continue to position ourselves to be able to understand, and respond to, any major areas of change in our external environment and the challenges and opportunities that they bring.

We recognize, therefore, that we need to plan intelligently to address the impact of changes on the Command such as our refinement to NCS Adaptation,

NATO UNCLASSIFIED
GOVERNANCE STATEMENT
2020

Implementation of the Capability Governance Model and the lessons learned from COVID-19. We will, therefore, continue to champion efficient and transparent working practices throughout ACT.

Review of Effectiveness

We are responsible for reviewing the effectiveness of the systems of internal control that support the achievement of the Command's policies, aims and objectives, as set out by the Nations.

Our review of the effectiveness of these systems is informed by the work of our budget holders, and other senior leaders throughout ACT, who have responsibility for the development and maintenance of the internal control framework, and comments made by our internal and external auditors.

We have a further responsibility for the development and maintenance of the Command's internal control framework. In particular, this responsibility includes ensuring that:

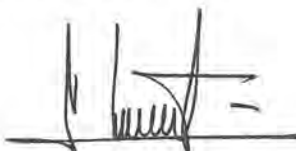
- Governance processes are operating in an efficient and effective manner.
- Comprehensive budget management systems exist, which are linked to NATO's resource management process.
- There are regular reviews, by the Command's management boards, to monitor and manage budget activity and financial performance.

As in the past, we will continue to ensure that:

- Qualified officials are assigned to the financial positions reflected in the Command's internal organization.
- The tasks and responsibilities of those officials are clearly reflected in the relevant job descriptions.
- Formal delegation of authority for financial matters is in place.
- Effective controls are in place, areas of concern are being highlighted and where necessary, effective remedial action is undertaken.
- All members of staff are conscious of their individual responsibilities, as set out in the Command's Code of Conduct.



Nicholas Garland
 Financial Controller
 Allied Command Transformation



Andre Lanata
 General, French Air Force
 Supreme Allied Commander Transformation

**ACT CONSOLIDATED STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
FOR THE YEAR ENDING 31 DECEMBER 2020
(EUR)**

ASSETS	Notes	2020	2019
Current Assets			
<i>Cash and Cash Equivalents</i>	2	74,408,460	72,020,460
<i>Receivables</i>	3	3,890,998	4,649,830
<i>Prepayments</i>	4	746,696	1,066,592
Non-Current Assets			
<i>Property, Plant & Equipment</i>	5	27,558,716	27,982,916
TOTAL ASSETS		<u>106,604,870</u>	<u>105,719,798</u>
LIABILITIES			
Current Liabilities			
<i>Payables</i>	6	24,471,487	26,474,636
<i>Deferred Revenue</i>	7	13,060,272	15,848,616
<i>Advance Contributions</i>	8	41,525,783	33,463,207
<i>Other Advances</i>	9	15,779	1,950,423
TOTAL LIABILITIES		<u>79,073,321</u>	<u>77,736,882</u>
NET ASSETS			
Capital contributions	10	34,610,767	33,377,348
Accumulated surpluses/(deficits)	10	(7,052,051)	(5,394,432)
unrealised exchange rate gain	10	(27,167)	
Total net assets / equity*	10	<u>27,531,549</u>	<u>27,982,916</u>

*total net assets / equity is equal to the total of PP&E shown under Non-Current Assets

**ACT STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS / EQUITY
FOR THE YEAR ENDING 31 DECEMBER 2020
(EUR)**

	Capital Contributions	Accumulated Surplus / Deficit	Unrealised Exchange Rate Gain/Loss	Total
Balance as at 01 January 2020	33,377,348	(5,394,432)		27,982,916
Changes in net assets / equity for the year				
Additional capital contributed by nations in 2020	1,233,419			1,233,419
<i>surplus / deficit for the period</i>		(1,657,619)		(1,657,619)
unrealised exchange rate gain			(27,167)	(27,167)
Balance as at 31 December 2020	<u>34,610,767</u>	<u>(7,052,051)</u>	<u>(27,167)</u>	<u>27,531,549</u>

**ACT CONSOLIDATED STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE
FOR THE YEAR ENDING 31 DECEMBER 2020
(EUR)**

	Notes	2020	2019 (adjusted)	2019 (as published)
REVENUE				
<i>Revenue</i>	11	132,955,635	140,550,073	140,550,073
<i>Other revenue</i>	12	3,062,372	4,565,713	5,982,455
<i>Financial revenue</i>	13	1,597,167	362,520	362,520
Total Operating Revenue		<u>137,615,174</u>	<u>145,478,306</u>	<u>146,895,048</u>
OPERATING EXPENSES				
<i>Personnel</i>	14	35,627,295	34,418,514	34,418,514
<i>Contractual Supplies and Services</i>	14	94,102,802	102,735,258	102,735,258
<i>Capital and Investments</i>	14	2,680,600	3,286,031	3,286,031
<i>Depreciation charges</i>	5	1,657,619	1,543,277	1,543,277
<i>Other Expenses</i>	16	3,387,139	4,565,713	5,982,455
<i>Finance costs</i>	17	1,817,338	472,790	472,790
Total Operating Expenses		<u>139,272,793</u>	<u>147,021,582</u>	<u>148,438,325</u>
NET SURPLUS/(DEFICIT) FOR THE YEAR		<u>(1,657,619)</u>	<u>(1,543,277)</u>	<u>(1,543,277)</u>

**ACT CONSOLIDATED CASHFLOW STATEMENT
FOR THE YEAR ENDING 31 DECEMBER 2020
(EUR)**

	2020	2019
Cash Flow from Operating Activities		
Surplus (deficit)	(1,657,619)	(1,543,277)
Non-cash movements		
depreciation charges	1,657,619	1,543,277
Increase (decrease) in payables	(2,003,149)	(1,506,002)
Increase (decrease) in current liabilities	3,339,588	10,271,333
deferred revenue		
Decrease / (Increase) in receivables	758,832	(504,284)
Decrease / (Increase) in Current Assets	(104,303)	(281,465)
	3,648,587	9,522,859
Extraordinary Item		
Net cash flow from operating activities	1,990,968	7,979,582
Purchase of PPE	424,199	
Net cash flow from investing activities	424,199	0
Net increase (decrease) in cash and cash equivalents	2,415,167	7,979,582
Effect of exchange rate changes on cash and cash equivalents on translation	(27,167)	
Cash and cash equivalents at beginning of period	72,020,460	64,040,878
Cash and cash equivalents at end of period	74,408,459	72,020,460

NATO UNCLASSIFIED

ACT CONSOLIDATED BUDGET EXECUTION STATEMENT FOR
THE YEAR ENDING 31 DECEMBER 2020

ALL FIGURES SHOWN IN THE APPROVED BUDGET
CURRENCY

Budgets presented in approved
Currency

Initial Authorisation (BA1)	Movements	1st Mid Year Authorisation (BA2)	Movement	2nd Mid Year Authorisation (BA3)	Movement	Final Authorisation	Net Commitment	Special Carry Forward	Actual Expenses	Total Commitment/ Spend	Carry Forward	Lapse
-----------------------------------	-----------	--	----------	--	----------	------------------------	-------------------	--------------------------	-----------------	-------------------------------	---------------	-------

252 Budget - Joint Analysis and Lessons Learned Centre

2020	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
Personnel	1,621,668	(141,410)	1,480,258	0	1,480,258	5,500	1,485,758	0	0	1,432,627	1,432,627	0	53,131
Contractual Supplies & Services	815,277	(189,898)	625,379	0	625,379	(164,000)	461,379	0	56,000	251,897	307,897	56,000	153,482
Capital Investments	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2020 Total	2,436,945	(331,308)	2,105,637	0	2,105,637	(158,500)	1,947,137	0	56,000	1,684,524	1,740,524	56,000	206,613
2019	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractual Supplies & Services	220,000	0	220,000	0	220,000	0	220,000	63,120	0	109,612	172,732	63,120	47,268
2019 Total	220,000	0	220,000	0	220,000	0	220,000	63,120	0	109,612	172,732	63,120	47,268
Budget 252 Grand Total	2,656,945	(331,308)	2,325,637	0	2,325,637	(158,500)	2,167,137	63,120	56,000	1,794,136	1,913,256	119,120	253,881

Budgets presented in approved
Currency

Initial Authorisation (BA1)	Movements	1st Mid Year Authorisation (BA2)	Movement	2nd Mid Year Authorisation (BA3)	Movement	Final Authorisation	Net Commitment	Special Carry Forward	Actual Expenses	Total Commitment/ Spend	Carry Forward	Lapse
-----------------------------------	-----------	--	----------	--	----------	------------------------	-------------------	--------------------------	-----------------	-------------------------------	---------------	-------

258 Budget - ACT Euro Programme of Work

2020	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
Personnel	0	2,500	2,500	0	2,500	1,500	4,000	0	0	3,449	3,449	0	551
Contractual Supplies & Services	52,647,075	1,429,786	54,076,861	283,563	54,360,424	395,655	54,756,078	1,346,460	1,267,963	50,495,046	53,109,469	2,614,423	1,646,609
Capital Investments	0	0	0	0	-	0	-	0	0	0	0	0	0
2020 Total	52,647,075	1,432,286	54,079,361	283,563	54,362,924	397,155	54,760,078	1,346,460	1,267,963	50,498,495	53,112,918	2,614,423	1,647,160
2019	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
Personnel	0	0	0	0	-	0	-	0	0	0	0	0	0
Contractual Supplies & Services	1,186,345	0	1,186,345	0	1,186,345	0	1,186,345	0	0	1,046,138	1,046,138	0	140,207
2019 Total	1,186,345	0	1,186,345	0	1,186,345	0	1,186,345	0	0	1,046,138	1,046,138	0	140,207
2018	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
Contractual Supplies & Services	0	0	0	0	-	0	-	0	0	(7,580)	(7,580)	0	7,580
2018 Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(7,580)	(7,580)	0	7,580
Budget 258 Grand Total	53,833,420	1,432,286	55,265,706	283,563	55,549,269	397,155	55,946,423	1,346,460	1,267,963	51,537,053	54,151,476	2,614,423	1,794,947

259 Budget - ACT Exercise Budget

2019	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(41,344)	(41,344)	0	41,344
Contractual Supplies & Services	0	0	0	0	-	0	-	0	0	(544,093)	(544,093)	0	544,093
2019 Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(585,437)	(585,437)	0	585,437
2018	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractual Supplies & Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(187,373)	(187,373)	0	187,373
2018 Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(187,373)	(187,373)	0	187,373
Budget 259 Grand Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(772,809)	(772,809)	0	772,809

Budgets presented in
approved Currency

	Initial Authorisation (BA1)	Movement	1st Mid Year Authorisation (BA2)	Movement	2nd Mid Year Authorisation (BA3)	Movement	Final Authorisation	Net Commitment	Special Carry Forward	Actual Expenses	Total Commitment/Spend	Carry Forward	Lapse
201 Budget - SACT HQ													
2020	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel	21,900,962	68,000	21,968,962	(510,000)	21,458,962	(141,041)	21,317,921	2,456	115,380	21,069,679	21,187,515	117,836	130,406
Contractual Supplies & Services	3,412,164	(33,000)	3,379,164	706,000	4,085,164	90,825	4,175,989	32,204	0	3,504,445	3,536,648	32,204	639,341
Capital Investments	0	0	-	0	0	69,000	69,000	68,247	0	0	68,247	68,247	753
2020 Total	25,313,126	35,000	25,348,126	196,000	25,544,126	18,784	25,562,910	102,907	115,380	24,574,123	24,792,410	218,287	770,500
2019	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel	18,962	(0)	18,962	0	18,962	0	18,962	0	0	2,077	2,077	0	16,885
Contractual Supplies & Services	42,239	0	42,239	0	42,239	0	42,239	0	0	3,385	3,385	0	38,854
Capital Investments	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2019 Total	61,201	(0)	61,201	0	61,201	0	61,201	0	0	5,462	5,462	0	55,739
2018	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel	1,500	0	1,500	0	1,500	0	1,500	0	0	(746)	(746)	0	2,246
Contractual Supplies & Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(6,137)	(6,137)	0	6,137
Capital Investments	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2018 Total	1,500	0	1,500	0	1,500	0	1,500	0	0	(6,883)	(6,883)	0	8,383
Budget 201 Grand Total	25,375,827	35,000	25,410,827	196,000	25,606,827	18,784	25,625,611	102,907	115,380	24,572,703	24,790,990	218,287	834,621

Budgets presented in
approved Currency

Initial Authorisation (BA1)	Movement	1st Mid Year Authorisation (BA2)	Movement	2nd Mid Year Authorisation (BA3)	Movement	Final Authorisation	Net Commitment	Special Carry Forward	Actual Expenses	Total Commitment/Spend	Carry Forward	Lapse
-----------------------------------	----------	--	----------	--	----------	------------------------	-------------------	--------------------------	--------------------	---------------------------	---------------	-------

211 Budget - SACT HQ

2020	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel	6,820,244	40,000	6,860,244	56,257	6,916,501	12,635	6,929,136	14,304	0	6,301,593	6,315,898	14,304	613,238.05
Contractual Supplies & Services	20,681,491	(40,000)	20,641,491	(56,257)	20,585,234	(12,635)	20,572,599	364,637	0	17,025,072	17,389,709	364,637	3,182,890
Capital Investments	0	0	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2020 Total	27,501,735	0	27,501,735	0	27,501,735	0	27,501,735	378,941	0	23,326,666	23,705,607	378,941	3,796,128
2019	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel	29,050	0	29,050	0	29,050	0	29,050	0	0	(9,558)	(9,558)	0	38,608.18
Contractual Supplies & Services	1,630,867	0	1,630,867	0	1,630,867	0	1,630,867	57,644	0	1,325,330	1,382,974	57,644	247,894
Capital Investments	0	0	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2019 Total	1,659,917	0	1,659,917	0	1,659,917	0	1,659,917	57,644	0	1,315,772	1,373,415	57,644	286,502
Budget 211 Grand Total	29,161,652	0	29,161,652	0	29,161,652	0	29,161,652	436,585	0	24,642,437	25,079,022	436,585	4,082,630

257 Budget - ACT USD Programme of Work

2020	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel	506,310	(248)	506,062	108,690	614,752	(14,808)	599,944	0	0	478,776	478,776	0	121,167
Contractual Supplies & Services	18,535,803	(47,983)	18,487,820	923,040	19,410,860	94,097	19,504,957	1,169,295	497,371	14,100,754	15,767,419	1,666,666	3,737,538
2020 Total	19,042,113	(48,231)	18,993,882	1,031,730	20,025,612	79,289	20,104,901	1,169,295	497,371	14,579,530	16,246,195	1,666,666	3,858,705
2019	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel	0	0	0	0	0	0	-	0	0	(6,377)	(6,377)	0	6,377
Contractual Supplies & Services	1,699,389	0	1,699,389	0	1,699,389	0	1,699,389	0	0	1,365,925	1,365,925	0	333,464
2019 Total	1,699,389	0	1,699,389	0	1,699,389	0	1,699,389	0	0	1,359,548	1,359,548	0	339,841
2018	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractual Supplies & Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(12,117)	(12,117)	0	12,117
2018 Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(12,117)	(12,117)	0	12,117
Budget 257 Grand Total	20,741,502	(48,231)	20,693,271	1,031,730	21,725,001	79,289	21,804,290	1,169,295	497,371	15,926,961	17,593,627	1,666,666	4,210,663

Budgets presented in approved Currency	Initial Authorisation (BA1)	Movement	1st Mid Year Authorisation (BA2)	Movement	2nd Mid Year Authorisation (BA3)	Movement	Final Authorisation	Net Commitment	Special Carry Forward	Actual Expenses	Total Commitment/Spend	Carry Forward	Lapse
256 Budget Joint Forces Training Centre													
2020	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>
Personnel	6,477,129	(247,638)	6,229,491	0	6,229,491	(91,000)	6,138,491	0	0	5,990,545	5,990,545	0	147,946
Contractual Supplies & Services	21,565,818	(2,964,787)	18,601,031	(1,481,240)	17,119,791	(1,309,000)	15,810,791	(0)	0	13,532,730	13,532,730	(0)	2,278,061
Capital Investments	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2020 Total	28,042,947	(3,212,425)	24,830,522	(1,481,240)	23,349,282	(1,400,000)	21,949,282	(0)	0	19,523,276	19,523,276	(0)	2,426,007
2019	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>
Personnel	4,500	0	4,500	0	4,500	0	4,500	0	0	4,500	4,500	0	0
Contractual Supplies & Services	236,343	0	236,343	0	236,343	0	236,343	0	0	229,611	229,611	0	6,731
Capital Investments	0	0	-	0	-	0	-	0	0	0	0	0	0
2019 Total	240,843	0	240,843	0	240,843	0	240,843	0	0	234,111	234,111	0	6,731
2018	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>	<i>PLN</i>
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractual Supplies & Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Capital Investments	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2018 Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Budget 256 Grand Total	28,283,790	(3,212,425)	25,071,365	(1,481,240)	23,590,125	(1,400,000)	22,190,125	(0)	0	19,757,387	19,757,387	(0)	2,432,738

Budgets presented in approved Currency	Initial Authorisation (BA1)	Movement	1st Mid Year Authorisation (BA2)	Movement	2nd Mid Year Authorisation (BA3)	Movement	Final Authorisation	Net Commitment	Special Carry Forward	Actual Expenses	Total Commitment/Spend	Carry Forward	Lapse
255 Budget - Joint Warfare Centre													
2020	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>
Personnel	98,689,932	(360,000)	98,329,932	(3,206,000)	95,123,932	0	95,123,932	0	500,000	91,105,989	91,605,989	500,000	3,517,943
Contractual Supplies & Services	109,078,625	(3,072,830)	106,005,795	(6,742,500)	99,263,295	0	99,263,295	3,339,186	2,800,000	82,612,897	88,752,084	6,139,186	10,511,211.32
Capital Investments	350,000	0	350,000	0	350,000	0	350,000	0	0	0	0	0	350,000
2020 Total	208,118,557	(3,432,830)	204,685,727	(9,948,500)	194,737,227	0	194,737,227	3,339,186	3,300,000	173,718,886	180,358,073	6,639,186	14,379,154
2019	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(24,633)	(24,633)	0	24,633
Contractual Supplies & Services	2,125,705	0	2,125,705	0	2,125,705	0	2,125,705	1,246,411	0	(824,625)	421,786	1,246,411	1,703,919
Capital Investments	2,952,000	0	2,952,000	0	2,952,000	0	2,952,000	2,952,000	0	0	2,952,000	2,952,000	0
2019 Total	5,077,705	0	5,077,705	0	5,077,705	0	5,077,705	4,198,411	0	(849,258)	3,349,153	4,198,411	1,728,552
2018	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>	<i>NOK</i>
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(7,201)	(7,201)	0	7,201
Contractual Supplies & Services	0	0	-	0	-	0	-	0	0	(343,509)	(343,509)	0	343,509
2018 Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(350,710)	(350,710)	0	350,710
Budget 255 Grand Total	213,196,262	(3,432,830)	209,763,432	(9,948,500)	199,814,932	0	199,814,932	7,537,597	3,300,000	172,518,919	183,356,516	10,837,597	16,458,416

NATO UNCLASSIFIED

Allied Command Transformation
 Notes to the Financial Statements
 For the year ended 31 December 2020
 All amounts stated in Thousands of Euros (€'000), unless otherwise stated

NOTES TO THE ACCOUNTS

1. Statement of Accounting Policies

1.1 Basis of preparation

The financial statements of Allied Command Transformation (ACT) have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework.

The accounting framework for all NATO Reporting Entities is an adapted version of International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as issued by the International Public Sector Accounting Standards Board of the International Federation of Accountants.

This Accounting Framework has been developed to provide minimum requirements for financial reporting for all NATO Reporting Entities following approval by the North Atlantic Council on 14 February 2013 of an IPSAS-adapted accounting framework for the Alliance.

The financial statements comply with the accounting requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the relevant entity directives and policies. In instances where there is a conflict between IPSAS and the NFRs this has been noted.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the historical cost basis, except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The principal accounting policies are set out below. They have been applied consistently to all periods presented. The accounting principles recognised as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period.

In accordance with Article 2.1 of the NFRs, the financial year of ACT is 1 January to 31 December.

1.2 Accounting estimates and judgments

In accordance with the Accounting Framework and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

1.3 Changes in Accounting Policy and Standards (if applicable)

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2020

NATO UNCLASSIFIED

financial statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period.

The impacts of any other change to the entity accounting policy have been identified in the notes under the appropriate headings.

1.4 Changes in pronouncements

The IPSAS Board has published the final pronouncement, *COVID-19: Deferral of Effective Dates*, which delays the effective dates of recently published Standards and Amendments to IPSAS by one year to January 1, 2023. Responding to the global COVID-19 pandemic and the challenges it has created, the purpose of the IPSAS Board pronouncement was to provide stakeholders with additional implementation time. However, the Standards detailed below are not expected to have a significant effect on the financial statements of the entity.

IPSAS	Name	Effective date for periods beginning on or after	Comment
41	Public Sector Combinations	01 January 2019	Annual periods beginning on or after 1 January 2019, with earlier application encouraged. This will not impact the ACT consolidated group
42	Social Benefits	01 January 2023	Annual periods beginning on or after 1 January 2023, with earlier application encouraged. This will not impact the ACT consolidated group

1.5 Foreign currency

These financial statements are presented in Euro, which is NATO's reporting currency. The functional currency of each ACT Headquarter (HQ) is detailed below under "Consolidation" and data from each HQ is converted into Euro to facilitate the consolidation process. Foreign currency transactions are translated into the functional currency of the HQ at the NATO exchange rates prevailing at the date of the transaction.

ACT HQs that have a functional currency other than Euro are translated into the reporting currency. All assets and liabilities of such entities at year-end were translated using the NATO exchange rates that were applicable at 31 December 2020. Revenue and expenses were translated using an average of the NATO exchange rates applicable during the reporting period. Unrealised gains and losses resulting from the translation of statements in currencies other than Euro are recognised in the Statement of Financial Position.

1.6 Consolidation

The consolidated financial statements include the financial results of the controlling entity and its controlled entities. Inter-entity balances and transactions have been eliminated in consolidation.

NATO UNCLASSIFIED

Entities which are consolidated into the financial statements are listed below.

Name	Location	Functional Currency
HQ Supreme Allied Command Transformation (SACT)	Norfolk, Virginia, USA	Euro and US Dollar
Joint Analysis Lessons Learned Centre (JALLC)	Lisbon, Portugal	Euro
Joint Force Training Centre (JFTC)	Bydgoszcz, Poland	Polish Zloty
Joint Warfare Centre (JWC)	Stavanger, Norway	Norwegian Kroner

While Morale & Welfare activities are under the control of the Supreme Allied Commander Transformation (SACT), in accordance with the NATO Accounting Framework, they have not been consolidated into these financial statements. A separate activity report as required by the NFRs is submitted to the Budget Committee.

1.7 Services in-kind

In these financial statements, services in kind are not recognised.

1.8 Financial Instruments disclosure/presentation

Financial assets and financial liabilities are recognised when the entity becomes a party to the contractual provisions of the instrument. ACT uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash and cash equivalents, accounts receivable, liabilities and loans between NATO entities.

1.9 Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents include cash on hand, petty cash, current bank accounts, deposits held with banks, and other short-term investments (with a maturity of three months or less).

1.10 Short-term investments

These are short-term investments (with a maturity of more than three and less than twelve months).

1.11 Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts. It can also include amounts due by other NATO entities and nations.

Contribution receivables are recognised when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for impairment loss is recorded with respect to member nations' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons (if applicable).

1.12 Property, Plant and Equipment (PP&E)

PP&E with the exception of land are stated at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses. ACT entities are acting in the capacity of a principal.

Depreciation is recognised so as to write off the cost of the assets less their residual values over their estimated useful lives, using the straight-line method. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period, with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis.

NATO UNCLASSIFIED

An item of PP&E is derecognised upon disposal or when no future economic benefits are expected to arise from the continued use of the asset. Any gain or loss arising on the disposal or retirement of an item of PP&E is determined as the difference between the sales proceeds and the carrying amount of the asset and is recognised in the statement of financial performance.

PP&E categories are listed in the table below:

Category	Threshold	Depreciation	Method
Land	€200,000	N/A	N/A
Buildings	€200,000	40 years	Straight-line
Other infrastructure	€200,000	40 years	Straight-line
Installed equipment	€30,000	10 years	Straight-line
Machinery	€30,000	10 years	Straight-line
Vehicles	€10,000	5 years	Straight-line
Mission equipment	€50,000	3 years	Straight-line
Furniture	€30,000	10 years	Straight-line
Communications	€50,000	3 years	Straight-line
Automated information systems	€50,000	3 years	Straight-line

During 2020, ACT staff conducted a thorough analysis of all purchases made during the year to establish if any fell within the categories and capitalisation thresholds detailed in the table above. PP&E held in ACT is detailed in Note 6.

1.13 Leases

Leases are classified as finance leases whenever the terms of the lease transfers substantially all the risks and rewards of ownership to the lessee.

All other leases are classified as operating leases.

Rental payable under lease contract are recognised as an expense in the statement of financial performance on a straight line basis over the lease term (if applicable). As at 31 December 2020, ACT had the following amounts owed on non-cancellable leases at HQ SACT, JFTC and JALLC.

Item	amounts paid in 2020	amounts due in 2021 - 2024
Various vehicles	€95.4	€133.6

1.14 Intangible assets

Intangible assets with finite useful lives that are acquired separately are carried at cost less

NATO UNCLASSIFIED

accumulated amortisation and accumulated impairment losses.

Amortisation is recognised on a straight-line basis over their estimated useful lives. The estimated useful lives, and amortisation method are reviewed at the end of each reporting period, with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis.

An intangible asset is derecognised upon disposal or when no future economic benefits are expected to arise from the continued use of the asset. Any gain or loss, arising on the disposal or retirement of an intangible asset, is determined as the difference between the net disposal proceeds and the carrying amount of the asset and is recognised in the statement of financial performance.

1.15 Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are amounts due to third parties for goods and services received that remain unpaid as of the reporting date. They are recognised at their face value. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received at year-end but not yet invoiced.

1.16 Deferred Revenue

Deferred revenue represents income/contributions from member nations and/or third parties that have been called for current or prior years' budgets and that have not yet been recognised as revenue.

1.17 Advances

Advances are income/contributions from member nations/third parties called or received related to future years' budgets.

1.18 Employee benefits

ACT's employees participate in one of the two NATO pensions funds: the Coordinated Pension Scheme or the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) administered by NATO and the Retirees Medical Claims Fund (RMCF). The assets and liabilities for these pension schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters and therefore are not recognised in these financial statements. Note 16 below refers.

1.19 Provisions

Provisions are recognised when ACT has a legal or constructive obligation as a result of past event, and where it is probable that an outflow of resources will be required to settle the obligation, and where a reliable estimate of the amount of the obligation can be made. If the effect is material, provisions are determined by discounting the expected future cash flows to their present value.

1.20 Net Assets

Net assets represent the residual interest in the assets of the entity after deducting its liabilities. NATO entities perform their activities on a no-profit / no loss basis globally over the reporting period. However, this does not prohibit the realisation of operating surplus or deficit in the financial reporting period.

1.21 Revenue and expense recognition

Revenue

Revenue comprises contributions from Member Nations and income from other customers to fund ACT's budgets. It is recognised in the year when these contributions are used for their intended purpose as envisioned by ACT's budgets. Revenue is recognised to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured

NATO UNCLASSIFIED

reliably. Unused contributions and other revenue that relate to future periods are deferred accordingly.

Interest income is accrued on a time-basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable. Bank interest earned and accrued as of 31 December 2020; exchange rate revenue due to transactions in foreign currency; and realised exchange rate revenue are recognised as financial revenue.

Finance costs

Bank charges and exchange rate losses due to transactions in foreign currency are recognised as finance costs.

1.22 Surplus or deficit for the period

In accordance with entity accounting policies entity revenue is recognised up to the amount of the matching expenses.

1.23 Cash-flow statement

The cash flow statement is prepared using the indirect method and the format follows the layout provided by IPSAS 2 (Cash flow statement).

2. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents consist of cash held on deposit in financial institutions in instant access accounts.

	2020	2019
Total Euro Accounts	25,579	29,902
Total non-Euro Accounts	48,829	42,118
	<u>74,408</u>	<u>72,020</u>

All non-Euro denominated currencies were converted to Euros using the NATO spot exchange rate for applicable currencies in the Statement of Financial Position as at 31 December 2020. The cash holdings reflect the fact that all nations settling their cash call contributions by the end of 2020. This was also the case in the previous year.

Deposits are partly held in interest-bearing current bank accounts in immediately available funds. Current bank accounts are held in Euro, US Dollar, Polish Zloty and Norwegian Kroner. Funds are held in highly reliable non-interest and interest-bearing bank accounts.

3. Receivables

	2020	2019
Receivables	3,891	4,325
Bad debts	0	325
	<u>3,891</u>	<u>4,650</u>

Receivables includes invoices amounting to €829 that were raised at the year end to recognise revenue corresponding to reimbursable expenditure incurred during the last quarter of 2020. It is necessary to show the receivable in these financial statements under the matching concept as the expense has been recognised. These receivables

NATO UNCLASSIFIED

were largely cleared in a timely manner in the following year.

The bad debt reported in 2019 and relating to long outstanding, disputed receivables with three nations was written off in 2020, following approval by the Budget Committee under cover of BC-D(2020)0211

4. Prepayments

The following prepayments were recorded:

	2020	2019
Prepayments to 3rd Party Suppliers	747	1,067

Prepayments to third party suppliers relate to payments made in advance of goods or services rendered, which will reflect terms and conditions of a contract or agreement. Such prepayments are offset against final payments upon receipt of a final invoice.

5. Property, plant and equipment

In accordance with the NAC approved Accounting Framework and the ACT policy on accounting for PP&E, consolidated entities will consider PP&E acquired before 01 January 2013 as fully expensed. PP&E held prior to 01 January 2013, and not previously recognized as an asset, are disclosed in the table below:

PP&E category	Approximate number of items	Location of asset	comments
Buildings	5 buildings in 1 geographical HQ location	HQ SACT, Norfolk, Virginia	Buildings were either provided free of charge or fully expensed prior to 01 January 2013. Includes installed equipment.
Buildings	5 buildings in 1 geographical HQ location	JWC, Stavanger, Norway	
Buildings	4 buildings in 1 geographical HQ location	JFTC, Bydgoszcz Poland	
Buildings	1 building in 1 geographical HQ location	JALLC, Lisbon, Portugal	
Vehicles	5	HQ SACT, Norfolk, Virginia	All vehicles held at the HQs were purchased prior to 01 January 2013 and have been fully expensed in the year of purchase.
Vehicles	9	JWC, Stavanger, Norway	
Vehicles	0	JFTC, Bydgoszcz Poland	
Vehicles	0	JALLC, Lisbon, Portugal	

The buildings detailed above contain both installed equipment and numerous items of

NATO UNCLASSIFIED

furniture that pre-date the 01 January 2013 date referred to in the NATO Accounting Framework document. The nature and specific number of furniture items is not considered material but has been included, where possible, in the appropriate Property Accounting register

	Buildings EUR	Installed Equipment EUR	furniture EUR	Vehicles EUR	Machinery EUR	Mission Equipment EUR	Work in progress EUR	Total EUR
Balance at 1 January 20	26,317,576	4,090,061	1,828,278	722,225	49,866	369,342	-	33,377,348
Additions			454,277				779,142	1,233,419
Disposals								
Balance at 31 December 20	26,317,576	4,090,061	2,282,555	722,225	49,866	369,342	779,142	34,610,767
Accumulated depreciation								
Balance at 1 January 20	3,040,096	1,200,207	771,484	243,325	16,206	123,114	-	5,394,432
Depreciation expense	837,877	353,011	194,185	144,445	4,987	123,114	-	1,657,619
Balance at 31 December 20	3,877,973	1,553,218	965,669	387,770	21,193	246,228	-	7,052,051
Net book value								
Balance at 1 January 20	23,277,480	2,889,854	1,056,794	478,900	33,660	246,228	-	27,982,916
Balance at 31 December 20	22,439,603	2,536,843	1,316,886	334,455	28,673	123,114	779,142	27,558,716

The depreciation charge for the year was €1.66M

6. Accounts Payable

Accounts Payable is detailed below:

	2020	2019
Suppliers	12,072	8,842
Staff Members	77	492
Non-Consolidated NATO Entities	10,717	15,963
Governments	1,605	1,178
	<u>24,471</u>	<u>26,475</u>

A number of services were received for which ACT had yet to receive an invoice and so consequently these are reflected in the end of financial year payable position.

Payables include invoices received that have not been settled, as well as accruals recognised at the reporting date.

NATO UNCLASSIFIED

7. Deferred revenue

	2020	2019
Budget related	11,083	14,343
NSIP related	1,977	1,494
Other sources	0	11
	<u>13,060</u>	<u>15,848</u>

Deferred revenue includes budget credits carried forward which have been committed following a legal and contractual obligation entered into with a supplier but for which the goods and services have not yet been received. The corresponding charges will be incurred after the reporting date.

For the financial year ending 31 December 2020, €11.08M was budget related, which was a decrease over the previous year. However, this should be viewed in conjunction with Note 8 below, which shows a corresponding increase in advances received. These advances include the increases made at the request of nations as part of the 2021 budget approval process.

8. Advances Contributions

	2020	2019
Advance Contributions	41,526	33,463

Advance Contributions correspond to cash called from the Nations for the following financial year and represent approximately 25% of the total ACT budget allocation. Following a decision by nations, ACT increased the amount reported as advance contributions by an amount of 7.12M. Nations decided upon this in order to reduce their cash contributions in the first cash call of 2021. The document, BC-D(2020)0176 Final 2021 refers. All advance contributions to ACT were received as at 31 December 2020.

9. Other advances

	2020	2019
Other Advances	16	1,950

Other advances correspond to cash received from external entities against which future payment will be offset. The significant decrease is due to HQ SACT expensing funds from external entities during 2020, for work that third party suppliers requested HQ SACT to support

10. Net assets

	2020	2019
Capital contributions	34,611	33,377
Accumulated surpluses/(deficits)	(7,052)	(5,394)
Unrealised Exchange Rate Gain/Loss	(27)	0
Total net assets / equity	<u>27,532</u>	<u>27,983</u>

Net assets relate to PP&E recognised by ACT, less depreciation charges accumulated

NATO UNCLASSIFIED

in the current and prior years. The PP&E recognised was not necessarily purchased by ACT, as it includes assets that ACT has assumed control of through their use. Note 6 above details PP&E holdings and the associated depreciation charges.

11. Revenue

The revenue recognition is matched with expenses against the entity budgets. Contributions from nations are booked as an advance under deferred revenue and subsequently recognised as revenue when it is earned.

The following key revenue items are presented:

Recognised Revenue	2020	2019
Assessment Calls/Contributions	130,179	136,858
NSIP Revenue	2,682	3,343
Other income	95	349
	<u>132,956</u>	<u>140,550</u>

An analysis of ACT's cash receipts from Nations' is as follows:

	Euro '000	USD '000	NOK '000	PLN '000
Cash Receipt by currency during 2020	52,370	70,228	204,336	25,647
Amount in Euros (for comparison only)	52,370	57,796	19,331	5,793

12. Other revenue

This consists of reimbursable activity within ACT, which is comprised of two elements: activity undertaken between entities within the ACT consolidation group (inter-entity) and activity undertaken between the ACT group and a 3rd party (reimbursable). The inter-entity activity has been eliminated from the ACT consolidated accounts. That is to say that revenue and expenses has only been recorded once in the accounts and not by both consolidating entities. In addition, the end of year asset and liability position between consolidating entities has also been balanced and eliminated.

Furthermore, following discussions with the IBAN on the issue of Principle vs Agent, ACT has removed €4.4M of transactions where ACT acted in an Agent capacity. In order to align the recognition of these transaction types with that of the previous year (2019) an adjustment of €1.4M was made to the "other revenue" and "other expenses" number shown in the Statement of Financial Performance for 2019

With regard to 3rd party reimbursable activity some €3M of activity has been undertaken during 2020.

13. Financial revenue

Financial revenue relates to interest earned on deposits during the financial year across all ACT headquarters. The majority of the interest (€121) was earned on short term USD deposits.

14. Expenses

The expenses shown in the Statement of Financial Performance has been calculated after charging the following main elements:

	2020	2019
Chapter 1		
Salaries & associated costs	34,447	32,363
Consultants	0	99
Training	598	759
Other	582	1,197
TOTAL	35,627	34,418

Chapter 2		
General support and Utility costs	5,432	6,631
Contractors	54,318	49,500
Travel and subsistence	1,438	12,020
ALS Support	32,075	31,409
Mission equipment costs	65	49
Communications	27	11
Training	748	3,115
TOTAL	94,103	102,735

Capital & Investments (Chapter 3 & NSIP)		
Mission Equipment Assets	0	11
NSIP funded contractor support	2,681	3,268
Other NSIP	779	0
Other	0	336
TOTAL	3,460	3,615

Expenses relating to contractors are reflected in Chapter 2 and reflects the Budget Committee guidance set out in paragraph 2.2.3 of MBC-M(2010)0039. A significant part of this category of expense is with the CMRE. In 2020, ACT incurred €20,304M of expenses relating to contractor services provided by CMRE. The other significant amount expended by ACT in relation to contractor costs were payments made to NCIA, which totalled €36.84M in 2020. Included in this amount were payments totalling €16.95M for the NCIA Programme of Work and €17.91M for expenses incurred under the NCIA SLA. The remainder were ad hoc expenses that ACT incurred with NCIA during the year. Additionally, ACT expended €741 on contractor expenses related to FMS contracts, which are reported by the US authorities on a non-accrual basis.

Overall the levels of expenses across categories are consistent with the prior year

NATO UNCLASSIFIED

NSIP expenditure amounting to €2,681M is shown as Capital & Investments on the Statement of Financial Performance. A further €779 of NSIP expenditure was capitalised as work in progress and refers to the installation of solar panels at HQ SACT.

15. Staff resources

a) Analysis of staff costs - the aggregate staff costs, including grants and allowances paid, are detailed below.

	2020	2019
Salaries of Civilian Staff	21,654	20,211
Allowances of Civilian Staff	6,015	5,640
Contributions to Health Insurance (c)	4,674	4,413
Contributions to Pension Funds (d)	1,842	1,569
	<u>34,185</u>	<u>31,833</u>

b) Analysis of staff numbers - the number of full-time equivalent persons employed as at 31 December 2020 was:

	HQ SACT	JWC	JFTC	JALLC
Military	499	178	94	27
Civilian	143	56	27	16
Temporary Civilian	6	0	0	0
Reimbursable Civilians	2	0	1	0
Local Wage Rate (LWR)	0	12	0	0
Total	<u>650</u>	<u>246</u>	<u>122</u>	<u>43</u>
Voluntary National Contributions	29	1	3	3
Partnership for Peace (PfP)	2	0	0	0
Overages in addition to VNC	8	2	2	1
Host Nation	19	6	0	1
Legacy transition	6	0	0	0

c) Health Insurance - all civilian members of ACT are members of the NATO Health Insurance Scheme, providing sickness, maternity, accident, disablement and death benefits to staff members, their spouses and children. Staff members pay contributions of approximately 3.830% to 10.162% of gross salary, which are matched by contributions paid by ACT. For 2020 ACT contributions totalled €4.674.

d) Contributions to Pension Funds

The NATO Defined Contribution Pension Scheme: came into effect on 1 July 2005 and provides for the communal investment of contributions in respect of civilian staff

NATO UNCLASSIFIED

of ACT accorded international status under the NATO Charter. Staff pay contributions equivalent to 8% of their monthly basic salary, and ACT pays a 12% contribution. The assets and liabilities for this scheme are accounted for centrally at NATO Headquarters, located in Brussels, Belgium and are not recognised in these financial statements.

The NATO Coordinated Pension Scheme: staff members make contributions representing 11.8% of their monthly salary.

Contributions are expensed during the year in which the services are rendered and represent the total pension obligation for ACT. Total pension contributions of ACT across the 2 schemes outlined above totalled €1.842 during 2020.

Untaken Leave

NATO regulations allow civilian staff to carry forward untaken leave days to the following year. The regulation stipulates that any days carried forward must be taken by 31 October of the following year IAW NCPR Article 42.3 or the leave days are forfeited. At the end of 2020, ACT civilian staff across all Headquarters carried forward 3,419 leave days. In monetary terms, this equates to approximately €1,647M but ACT has a policy of not making an actual financial payment to staff in lieu of this. ACT staff either take the untaken leave by 31 October of the following year or lose the days. In view of this policy, and the fact that the vast majority of days are taken by 31 October of the following year, ACT does not recognise a liability in these financial statements.

16. Other expenses

Other expenses consists of reimbursable activity within ACT, which is comprised of two elements: activity undertaken between entities within the ACT consolidation group (inter-entity) and activity undertaken between the ACT group and a 3rd party (reimbursable). The inter-entity activity has been eliminated from the ACT consolidated accounts. That is to say that revenue and Expenses has only been recorded once in the accounts and not by both consolidating entities. In addition, the end of year asset and liability position between consolidating entities has also been balanced and eliminated. See Note 12 for the Principle vs Agent adjustment to the prior year.

17. Finance costs

This includes the sum of exchange rate gains and losses (€328), as well as bank charges incurred by ACT entities for normal business transactions (€14).

18. Related Party Transactions

NATO is an organisation set up under the 1949 Washington Treaty. Those countries that were or have become parties to the Convention, the Member Nations, are regarded as related parties. ACT, as one of the two NATO Strategic Commands, has during the year, had various material transactions with these Member Nations.

Key Management Personnel

Under IPSAS 20 Parties are considered to be related if one party has the ability to control or exercise significant influence over the other party in making financial and operating decisions. IPSAS 20 requires the disclosure of the existence of related party relationships, where control exists, and the disclosure of information about entities and its related parties. This information is required for accountability purposes and to facilitate a better understanding of the financial position and performance of the reporting entity.

No related party disclosure is made in these financial statements as key management personnel have no significant party relationships that could affect the operation of this reporting entity. The Key Management Personnel are defined as senior members of the Command Group, who together constitute the Management Board of ACT. Remuneration received by individuals has been in accordance with an individual's national military pay scale or in accordance NATO published salary scales. During the period, no key managerial staff or other related parties has undertaken any material transactions that could affect the operation of this reporting entity.

In addition to the key management personnel of the Command Group, ACT has implemented several controls on staff who are involved in the contract award process to ensure that no related party factors could influence this procedure. All key management personnel are in the process of being asked to sign a related party disclosure document. This will be in place prior to publication of the audit report into the 2020 ACT Consolidated Financial Statements.

19. Representation allowance

Representation Funds are provided to SACT by the Nations' Permanent Representatives to NATO for use at his discretion. These funds are allocated in USD to the HQ SACT 257 budget but all numbers have been converted to Euro for the purpose of these financial statements.

SACT allocates these funds to his subordinate Commanders, as he considers reasonable. For 2020 the Representation Funds allocated to SACT, and subsequently delegated, where as follows:

Entity	2020 Allocation (Eur)
HQ SACT	35.5
JWC	3.9
JFTC	1.1
JALLC	0.6
TOTAL	41.1

The ACT Directive governs the processes to cover the operation of Representation Funds. The use of these funds is monitored on a monthly basis through the office of the Financial Controller and they are also subject to annual audit by the IBAN.

During the course of 2020, €33 of available funds were lapsed.

20. Budget Execution Statement Overview

Exchange Rates applicable to Budget Execution Statement:

Year	Initial Authorisation	Mid-Yr Authorisation	Final Authorisation	Net Commitment	Actual Expenses	Carry Forward
2020	Jan 19 ¹	Jan 19	Jan 19	Dec 20 ²	Ave 20 ³	Dec 20
2019/18				Dec 20 ²	Ave 20 ³	Dec 20
¹ Rate used in 2020 Budget authorisation						
² Rate used to revalue outstanding commitments at year end prior to rolling forward to 2021. Financial Years 2019 & 2020 only						
³ Rate used in determining expenditure throughout the year						

Expenditure Reconciliation: Budget Execution Statement / Statement of Financial Performance. IPSAS 24 requires a reconciliation of Budget Execution Statement data with the expenses recorded in the Statement of Financial Performance. The expenditure data is in the currency of the budget and then translated using an average exchange rate for the year. The negative expenditure reported below against Budget 259 relates to the recognition of over accruals from the prior year. There was no current year expenditure.

Financial Expenditure recorded in Budget Execution Statements (BES):

Budget 201	21,576	
Budget 211	21,637	
Budget 252	1,794	
Budget 255	16,007	
Budget 256	4,422	
Budget 257	13,984	
Budget 258	51,537	
Budget 259	(773)	
		<u>130,184</u>

Expenses recorded in Statement of Financial Performance:

Chapter 71	35,627	
Chapter 72	94,103	
Capitalised chapter 72	454	
		<u>130,184</u>
Total Expenditure equal to BES		130,184
NSIP expenditure		3,460
Less capitalised Chapter 2 & NSIP expenditure (PP&E)		(1,233)
Depreciation charges		1,658
Other Expenses		7,820
Finance Costs		1,817
Total Expenses in Statement of Financial Performance		<u>143,706</u>

NATO UNCLASSIFIED

IPSAS 24. This Standard requires reconciliation between Budget Execution Statements and actual amounts presented in the financial statements where the financial statement and budget are not prepared on a comparable basis. Whilst the table above reconciles the actual expenses recorded in ACT's Budget Execution Statements and the Statement of Financial Performance, the remainder of the Budget Execution Statements is prepared using a different basis.

The Statements of Financial Position, Financial Performance, Changes in Net Assets and Statement of Cash Flow are prepared on a full accrual basis, whereas the Budget Execution Statements, apart from "actual expenses," are prepared on a commitment accounting basis. Significant budgetary transfers are detailed in the table below.

Budgetary Lapses

Lapses recorded on the Budget Execution Statement have a value of €12,908M. This figure is generated as a direct result of the exchange rates. Lapses occur in the original currency in which the budget was approved by the BC.

Budget Code	Budget Currency	Value of Lapse in Budget Currency (figures shown as complete amounts)				Value of Lapse in Euro (Average Rate of Exchange)
		2018	2019	2020	Total	
201	USD	8	56	771	835	733
211	USD	0	287	3,796	4,083	3,585
252	EUR	0	47	207	254	254
255	NOK	351	1,728	14,379	16,458	1,527
256	PLN	0	7	2,426	2,433	544
257	USD	12	340	3,859	4,211	3,697
258	EUR	8	140	1,647	1,795	1,795
259	EUR	0	187	586	773	773
						12,908

21. Statement of Budgetary Transfers

In accordance with the NATO Financial Regulations (NFR Section V, Article 26) budgetary transfers are recorded on the face of the accounts. All transfers were executed between budgets at the 1 January 2019 rate of exchange. The totality of transfers undertaken in 2020 do not breach the authorised Budget Authority outlined in BC-BA(2020)0003 dated 05 November 2020.

In order to comply with the requirements of IPSAS 24 the significant budgetary transfers are detailed in the Budget Execution Table included with these financial statements.

22. Statement of Special Carried Forward Credits

As required by the NATO Financial Regulations, credits committed and carried forward are separately disclosed by budget and by year in the Budget Execution Statements.

During 2020 ACT was also given specific permission to also make the following Special Carry Forwards. The Council (C-M(2020)0059) refers:

HQ SACT (BC 201) – 115,380 USD to support NATO Civilian Home Leave (2020 activity not undertaken).

JALLC (BC 252) – 56,000 EUR Lessons Learned Ontology Survey (2020 activity not undertaken).

JWC (BC 255) – 3,300,000 PLN various activities not undertaken in 2020 including: NATO Civilian Home Leave, JWC Internal Training, JWC Wargaming, Joint Theater Level Simulation (JTLS) testing. Activities occurring after 2021 Budget Submission: JWC EXCON Portal.

ACT USD POW (BC 257) – 497,371 USD various activities not undertaken in 2020 including: Training Technologies Holographic Experiment, Micro Learning Environment Prototype (PERLS), NSHQ Comprehensive Defence Experiment, Joint Doctrine Development, China Specialist. Activities occurring after 2021 Budget Submission: Human Capital Development.

ACT EUR POW (BC 258) – 1,267,963 various activities not undertaken in 2020 including: IAMD Sensors Study, NCIA Support to iLab, Data Science Support. Operational Rapid Acoustic Prediction Service (O-RAPS), Cyberspace Operations, NATO COMMS DCIS. Activities occurring after 2021 Budget Submission: JSIR – Texas IV&V.

23. Morale & Welfare Activities

Under the NAC approved NATO Accounting Framework implemented with effect from 01 January 2013, NATO entities should capture financial information in support of morale and welfare activities by way of a note disclosure to the financial statements and not consolidated in the financial statements.

In accordance with NATO reference documents PO(97)98 and MBC-DS(97)23, the consolidated 2020 Annual Report on MWA activity within the ACT Budget Group, has been submitted to the Budget Committee.

24. Statement of Write-Off

A summary table of write off is attached at Annex A to these financial statements. A full statement will be sent under separate cover to the Budget Committee.

25. Statement of Performance & Position per Entity

The tables on the following pages show the Statements of Position and Performance of the ACT Headquarters that are part of the consolidated group. There is also a table showing the entries made on consolidation.

For the year ended 31 December 2020
Amounts in EUR

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION PER HEADQUARTER

	HQ SACT			JWC			JFTC		
	2020	2019	Difference	2020	2019	Difference	2020	2019	Difference
Current Assets									
Total Cash & Cash Equivalents	60,435,308	36,159,904	24,275,405	8,755,807	6,820,748	1,935,059	2,255,901	312,024	1,943,878
Receivables	2,452,397	23,200,053	(20,747,656)	868,344	666,708	201,635	1,764,168	2,803,255	(1,039,087)
Total Advances & Prepayments	611,681	537,679		222,934	296,125	(73,190)	29,084	48,900	(19,816)
Non-Current Assets									
Property, Plant & Equipment	23,541,538	23,844,185	(302,646)	2,171,606	2,618,222	(446,616)	1,845,571	2,033,385	(187,814)
Total Assets	<u>87,040,925</u>	<u>83,741,821</u>	<u>3,225,102</u>	<u>12,018,691</u>	<u>10,401,802</u>	<u>1,616,888</u>	<u>5,894,724</u>	<u>5,197,565</u>	<u>697,160</u>
Liabilities									
Payables	21,842,679	23,930,214	(2,087,534)	2,020,059	2,682,924	(662,865)	1,011,636	1,359,968	(348,333)
Deferred Revenue	5,692,799	12,705,256	(7,012,457)	3,692,879	711,219	2,981,660	1,636,958	486,475	1,150,483
Advance Contributions	35,991,076	27,756,034	8,235,042	4,134,147	4,389,437	(255,290)	1,400,560	1,317,736	82,824
Other Advances	0	1,945,089	(1,945,089)	0	0	0	0	0	0
Total Liabilities	<u>63,526,554</u>	<u>66,336,592</u>	<u>(2,810,038)</u>	<u>9,847,085</u>	<u>7,783,581</u>	<u>2,063,504</u>	<u>4,049,154</u>	<u>3,164,179</u>	<u>884,974</u>
Net Assets									
Capital Contributions	29,088,147	27,854,729	1,233,419	3,025,709	3,025,709	0	2,496,911	2,496,911	0
Accumulated surplus (defecit)	(5,546,609)	(4,523,420)	(1,023,189)	(854,103)	(407,487)	(446,616)	(651,340)	(463,526)	(187,814)
unrealised exchange rate gain	(27,167)								
Total assets / equity	<u>23,514,371</u>	<u>23,331,309</u>	<u>210,229</u>	<u>2,171,606</u>	<u>2,618,222</u>	<u>(446,616)</u>	<u>1,845,571</u>	<u>2,033,385</u>	<u>(187,814)</u>

For the year ended 31 December 2020
Amounts in EUR

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION PER HEADQUARTER

	JALLC			NSIP			Total 2020	Consolidation Postings	Published 2020
	2020	2019	Difference	2020	2019	Difference			
Current Assets									
Total Cash & Cash Equivalents	105,631	215,023	(109,392)	2,811,665	2,189,336	622,329	74,364,313	44,147	74,408,460
Receivables	30,452	615,689	(585,237)				5,115,361	(1,224,363)	3,890,998
Total Advances & Prepayments	32,996	22,530	10,466				896,696	(150,000)	746,696
Non-Current Assets									
Property, Plant & Equipment	0	0	0	0	0	0	27,558,715		27,558,715
Total Assets	<u>169,079</u>	<u>853,242</u>	<u>(684,163)</u>	<u>2,811,665</u>	<u>2,189,336</u>	<u>622,329</u>	<u>107,935,084</u>	<u>(1,330,215)</u>	<u>106,604,868</u>
Liabilities									
Payables	92,958	396,390	(303,432)	834,370	695,188	139,183	25,801,703	(1,330,216)	24,471,487
Deferred Revenue	60,342	451,517	(391,175)	1,977,294	1,494,149		13,060,272		13,060,272
Advance Contributions							41,525,783		41,525,783
Other Advances	15,779	5,335	10,444				15,779		15,779
Total Liabilities	<u>169,079</u>	<u>853,242</u>	<u>(684,163)</u>	<u>2,811,665</u>	<u>2,189,336</u>	<u>139,183</u>	<u>80,403,536</u>	<u>(1,330,216)</u>	<u>79,073,321</u>
Net Assets									
Capital Contributed by Nations	0	0	0	0	0	0	34,610,767		34,610,767
Accumulated surplus (defecit)	0	0	0	0	0	0	(7,052,051)		(7,052,051)
unrealised exchange rate gain							(27,167)		(27,167)
Total assets / equity	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>27,531,549</u>	<u>0</u>	<u>27,531,549</u>

For the year ended 31 December 2020
Amounts in EUR

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE PER HEADQUARTER

	HQ SACT			JWC			JFTC		
	2020	2019	Difference	2020	2019	Difference	2020	2019	Difference
Total Revenue	110,760,151	115,449,385	(4,689,234)	16,363,506	19,703,301	(3,339,795)	6,398,294	7,139,107	(740,813)
Total Expenses	112,417,770	116,992,662	(4,574,892)	16,363,506	19,703,301	(3,339,795)	6,398,294	7,139,107	(740,813)
End of Year Result	<u>(1,657,619)</u>	<u>(1,543,277)</u>	<u>(114,342)</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>(0)</u>

	JALLC			NSIP			Consolidation Eliminations	Published 2020
	2020	2019	Difference	2020	2019	Difference		
Total Revenue	577,386	1,260,066	(682,680)	3,515,837	3,343,190	172,647	(27,688,588)	137,615,174
Total Expenses	577,386	1,260,066	(682,680)	3,515,837	3,343,190	172,647	(27,688,588)	139,272,793
End of Year Result	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>(1,657,619)</u>

Note: inter entity revenue and expenses have been removed from the originating entity (mainly HQ SACT) and are shown at the subordinate level. IPSAS 18 applies.

Statement of Position

Statement of Performance

	Inter-Entity Eliminations		Inter Entity Eliminations
Assets		Revenue	
Current Assets			
Cash and Cash Equivalents	44,147	Operating revenue	26,475,559
Receivables	(1,224,363)	Inter Entity Revenue	1,213,029
Advance to Consolated Entity	(150,000)		
Total Current Assets	<u>(1,330,216)</u>	Total Revenue	<u>27,688,588</u>
Liabilities		Expenses	
Payables	1,330,216	Inter Entity Expenses	(27,688,588)
Unearned Revenue			
Total Liabilities	<u><u>1,330,216</u></u>	Total Expenses	<u><u>(27,688,588)</u></u>

Annex A

ACT Write off Report of International Property 2020

Command	Headquarters property	Net Book Value (in currency)	Number of RoS	comments
HQ SACT	Equipment	USD 500	1	Lost. Investigation resulted in no malicious intent. ROS recorded.
JFTC	Furniture	PLN 304.29	1	beyond economical repair
JWC	Equipment (incl. NEC CCIS CIS)	NOK 0	7	Broken or obsolete and no longer required for use at JWC
JWC	Vehicles		3	Broken or obsolete, replaced by new vehicles
JWC	Furniture	NOK 770.92	8	Broken or obsolete and no longer required for use at JWC